

## Enquêter en « situation coloniale »

Politique de la population, gouvernementalité modernisatrice et  
« sociologie engagée » en Afrique équatoriale française

*Inquiries in “Colonial Situation.” Population Policy, Modernizing  
Governmentality, and “Engaged” Sociology in Late Colonial French Africa*

**Benoît de L'Estoile**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/21565>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.21565

ISSN : 1777-5353

### Éditeur

Éditions de l'EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 863-919

ISBN : 978-2-7132-2687-8

ISSN : 0008-0055

### Référence électronique

Benoît de L'Estoile, « Enquêter en « situation coloniale » », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 228 | 2017, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 02 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/21565> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.21565

---

## Enquêter en « situation coloniale »

### Politique de la population, gouvernementalité modernisatrice et « sociologie engagée » en Afrique équatoriale française\*

Cet après-guerre [...] annonce une phase technicienne de la colonisation, faisant suite à la phase politico-administrative (Balandier 1951a : 44).

L'orientation que nous avons adoptée pour établir le programme de nos recherches : le besoin de se consacrer à une sociologie de l'actuel, du mouvant, du vivant, plutôt qu'à une ethnologie tournée vers le passé, l'accompli, le figé (Balandier & Pauvert 1952 : 5).

Dans son célèbre article « La situation coloniale : approche théorique »<sup>1</sup>, Georges Balandier (1951a) proposait à la fois une notion nouvelle, celle de « situation coloniale », qui implique une prise en compte de l'historicité des sociétés étudiées, et une redéfinition de la discipline anthropologique, en tant que sociologie orientée vers l'étude des problèmes « actuels ». Balandier invitait à prendre en compte le fait que la production de savoir sur les sociétés colonisées est nécessairement dépendante des conditions historiques et sociales dans lesquelles elle se produit, et plaidait pour la nécessaire lucidité critique des chercheurs à propos de « la société coloniale à laquelle ils participent » (Balandier 1955c : 35).

L'étude de la société colonisée à laquelle s'attache l'anthropologue (en la nommant « primitive » ou « arriérée », etc.) participe à la situation coloniale. Elle est un des groupements constituant la colonie. Et l'on conçoit mal qu'une

---

\* Une première version de ce texte a été présentée sous le titre « L'anthropologie en action : situation coloniale et révolution scientifique » au colloque « *Transatlantic Perspectives on the Colonial Situation* » du 27 au 28 avril 2001, à l'Université de New York (NYU). Je remercie pour leur relecture de versions antérieures de ce texte M.-E. Humery, E. Saada, J. Copans et S. Beaud.

1. Voir aussi COPANS (2001).

étude actuelle de cette société puisse se faire sans tenir compte de cette double réalité, la « colonie », société globale au sein de laquelle elle s'inscrit et la situation coloniale créée par celle-ci (*ibid.* : 76).

Cette invitation, faisant de la réflexivité une condition essentielle de la recherche, est sans doute un des legs les plus durables de Balandier. Sa pertinence contribue à expliquer que, alors qu'il est resté sans postérité immédiate (y compris dans l'œuvre de Balandier lui-même), cet article a acquis postérieurement le statut de texte fondateur, marquant symboliquement une nouvelle façon de concevoir les problèmes coloniaux : c'est donc lui conférer implicitement le statut d'une révolution scientifique, établissant un paradigme qui serait toujours actuel. Ainsi, cette notion a été reprise au début des années 1990 comme titre d'un volume consacré à l'histoire de l'anthropologie (Stocking 1991)<sup>2</sup>. Je vais ici m'efforcer d'appliquer la notion de « situation coloniale » à la production de connaissance sur les populations africaines, incluant le cas de Georges Balandier dans un cadre plus vaste.

Le présent essai interroge les processus de construction savante de la « réalité africaine » en lien avec la formulation de projets visant à transformer cette réalité. L'univers, tant naturel que social, auquel sont confrontés les colonisateurs apparaît comme complexe, mouvant, difficile à déchiffrer. L'une des dimensions des tentatives de contrôle colonial est donc un ensemble d'efforts visant à « mettre en ordre », au sens à la fois cognitif et politique, un monde à la fois opaque et fluide. Les enquêtes des chercheurs en sciences sociales s'inscrivent dans cette visée de mise en ordre de l'univers colonial<sup>3</sup>.

En particulier, il s'agit d'analyser la mobilisation des sciences sociales dans un programme de création d'un monde nouveau, dans les années d'Après-guerre. Cette enquête s'inscrit dans une réflexion plus large sur la façon dont les anthropologues ont été confrontés, de façon pratique et théorique, aux problèmes politiques et scientifiques posés par une Afrique coloniale en pleine transformation. L'investissement de connaissance savante réalisé sur les populations africaines est le produit de questionnements qui sont élaborés en lien avec des programmes de transformation sociale contrôlée. Ces programmes de « modernisation », conduits sous le mot d'ordre du « développement », hier par les autorités coloniales, aujourd'hui par les responsables de programmes d'aide au développement et les États postcoloniaux, sont caractérisés par l'orientation vers un avenir dont il s'agit d'accélérer l'avènement (Koselleck 2011).

La gouvernementalité coloniale qui se met en place dans l'Après-guerre est caractérisée par l'utopie d'une « colonisation technicienne », initialement

2. Voir aussi SAADA (2001).

3. TILLEY & GORDON (2007) utilisent la notion de *ordering*.

formulée dans l'Entre-deux-guerres<sup>4</sup>. L'idée maîtresse est que la politique coloniale doit désormais s'appuyer sur la science. Ainsi, en Grande-Bretagne, le Welfare and Development Act, voté en 1940 par le Parlement, prévoit que 10 % des cinq millions de livres sterling consacrés annuellement au budget seront attribués à la recherche. Cet investissement massif se traduit par la création d'abord du Colonial Research Council, puis du Colonial Social Science Research Council (1944), dans lequel les anthropologues jouent au départ un rôle majeur (Mills 2005). En France, est créé en 1946 le Fonds d'investissement pour le développement économique et social d'outre-mer (FIDES). Les populations indigènes deviennent à la fois objet de savoirs spécialisés et de projets politiques<sup>5</sup>. La « population » est ainsi définie désormais comme objet privilégié du gouvernement colonial et comme objet de savoir<sup>6</sup>. Cette production de connaissance est donc fondamentale dans la mise en place d'un nouveau mode de gouvernementalité coloniale, qui entend précisément prendre pour objet la population en s'appuyant sur une connaissance scientifique de celle-ci. Engagés dans une forme de « nébuleuse réformatrice » (Topalov 1999) coloniale, certains chercheurs développent des formes d'expertise dans la conception et la mise en œuvre des politiques qui ambitionnent de faire progresser, économiquement, socialement et moralement, les populations indigènes<sup>7</sup>.

Sous un autre aspect, ce travail aborde la question de la redéfinition des frontières disciplinaires, en particulier entre anthropologie et sociologie, en revenant sur un possible historique qui ne s'est pas institutionnalisé, l'émergence d'une « sociologie des peuples colonisés » qui n'est pas devenue une sous-discipline<sup>8</sup>. La redéfinition disciplinaire va de pair avec la revendication d'une expertise sur un domaine de compétence qui n'est plus celui inclus jusqu'alors dans l'ethnologie, mais s'oriente de façon préférentielle vers l'analyse des « phénomènes actuels ». Enfin, j'évoquerai rapidement les processus de circulation de concepts entre des espaces d'interlocution et d'action différemment constitués selon les contextes nationaux.

4. Cette tonalité est bien saisie par la formule de « techniciens de la colonisation », qui donne son titre au premier volume de la collection « Études coloniales », consacré aux grands administrateurs coloniaux (JULIEN & DELAVIGNETTE 1946).

5. Pour la formulation d'un cadre comparatif d'analyse, voir DE L'ESTOILE, NEIBURG & SIGAUD (2000).

6. Comme le soulignait FOUCAULT (2004 : 80), à propos de l'économie politique : « C'est un jeu incessant entre les techniques de pouvoir et leur objet qui petit à petit a découpé dans le réel et comme champ de réalité la population et ses phénomènes spécifiques. »

7. Ce que MITCHELL (2002 : 10) appelle, à propos de l'Égypte, la « *politics of social improvement* ».

8. Cette approche a connu une postérité au sein de l'anthropologie du développement et de la science politique africaniste en France.

Balandier présente la notion de « situation coloniale » comme ancrée dans sa « propre expérience, acquise de 1946 à 1951 auprès de sociétés noires ouvertes à des processus de changement » ; il insiste sur la dimension « pratique » qu'a eu cet apprentissage (Balandier 1955b : vii)<sup>9</sup>. Mon propos ici est de proposer une lumière complémentaire sur la genèse de la notion de « situation coloniale », non pas à partir d'une étude biographique de Balandier<sup>10</sup>, mais plutôt en resituant son parcours singulier au sein d'une trajectoire collective : la situation des chercheurs des instituts de recherche coloniale français en Afrique noire après 1945. La notion de « situation coloniale », formulée par Balandier (1951), apparaît ainsi comme une façon réflexive de « sublimer », sous forme d'une innovation conceptuelle, un certain nombre de contradictions de la situation alors vécue par ce groupe d'anthropologues. Balandier est revenu à plusieurs reprises sur son parcours, depuis *Afrique ambiguë*<sup>11</sup>. Ces sources rétrospectives, si elles ont un grand intérêt, ne peuvent échapper à une forme de reconstruction. Mon point de départ est tout autre : il vient de la lecture des fonds d'archives de l'administration coloniale, en particulier les dossiers du Bureau des Affaires politiques du Gouvernement général de l'Afrique équatoriale française (AEF)<sup>12</sup>. Je cherchais alors à comprendre les investissements dans la connaissance sur les populations africaines, en particulier l'ethnographie, réalisés par les administrations coloniales en Afrique<sup>13</sup>. Dans son article « Situation coloniale » (Balandier 1951a), et plus encore dans *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Georges Balandier (1955c : vii) note que le domaine des études sur les phénomènes de changements sociaux « a peu sollicité l'intérêt des ethnologues et des sociologues de langue française,

9. La thèse principale portait le titre *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Changements sociaux au Gabon et au Congo* (BALANDIER 1955b), par la suite republiée la même année sous le titre *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique des changements sociaux en Afrique centrale* (BALANDIER 1955c).

10. Voir notamment la biographie très complète de COPANS (2014).

11. Voir BALANDIER (1983 [1957]) et, plus récemment, sa reconstitution sur le mode d'une histoire des idées dans « la situation coloniale : ancien concept, nouvelle réalité », où il suggère que c'est la « théorisation de la situation coloniale » qui l'a amené à « centrer l'attention sur les *phénomènes révélateurs* des dynamismes dont s'engendre le social » (BALANDIER 2002 : 8, italiques originales). Ainsi, ce serait le cadre théorique qui aurait défini le choix d'objets d'enquête. Voir enfin l'entretien récent (BALANDIER, STEINMETZ & SAPIRO 2010). Sur ces reconstitutions autobiographiques, voir les analyses de MARY (2017).

12. Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Centre des archives d'outre-mer (CAOM), Aix-en-Provence, Cartons « AEF : Affaires politiques, sous-série 5D : Dossiers divers des Affaires politiques (1891/1959) », FR ANOM AEF 5 D 1-306 (5 D 1-306/ANOM).

13. En particulier, je m'efforçais, contre la légende tenace d'une administration coloniale uniformément hostile aux savoirs anthropologiques, de documenter les efforts de production de savoirs ethnographiques au sein des administrations coloniales françaises.

en dépit des matériaux nouveaux qu'il était susceptible de leur apporter », par contraste avec ce qui se passe dans les pays « anglo-saxons ». Les chercheurs des instituts de recherche coloniale français se sont largement inspirés de l'expérience antérieure de l'anthropologie sociale britannique, qui a connu dans les années 1930 une révolution scientifique autour d'une nouvelle approche des « problèmes sociaux ». J'ai montré naguère comment, dans l'Entre-deux-guerres, les savoirs anthropologiques sur l'Afrique se sont constitués selon des modalités très différentes des deux côtés de la Manche avec d'un côté, un africanisme en quête d'une Afrique essentielle et de l'autre, une anthropologie sociale, qui émerge autour de Malinowski dans la Grande-Bretagne des années 1930 sous l'égide du programme de recherche de l'International Institute of African Languages and Cultures, d'un nouvel objet d'étude, à savoir, le changement des sociétés africaines sous l'impact de la colonisation, désigné alors sous les appellations de « changement culturel » ou de « contact des cultures » (de L'Estoile 1997a).

Dans les pages qui suivent, je vais montrer comment la création d'une section de sociologie appliquée à l'Institut d'études centrafricaines (IEC) doit être replacée au sein d'une tradition de recherche administrative coloniale sur les populations africaines. Je m'intéresserai ensuite aux missions réalisées par Georges Balandier pour le compte du haut-commissariat de l'Afrique équatoriale française (AEF). Enfin, je montrerai comment la réflexion de Georges Balandier au tournant des années 1950 s'inscrit dans un mouvement plus général de remise en cause de l'ethnologie africaniste française au nom d'une « sociologie dynamique » qui se développe notamment au sein des institutions de recherches coloniales telles que l'Office de la recherche scientifique d'outre-mer (ORSOM, plus tard ORSTOM)<sup>14</sup> et de l'Institut français d'Afrique noire (IFAN).

D'autres ont, mieux que je ne saurais le faire, proposé une généalogie intellectuelle de l'article de Balandier (Copans 2001). La notion de « situation coloniale » est empruntée à Octave Mannoni (1950), dans son ouvrage *Psychologie de la colonisation*<sup>15</sup>, mais Balandier, reprochant à Mannoni son

14. Créé en 1937, le « Comité consultatif des recherches scientifiques de la France d'outre-mer et du Conseil supérieur de la recherche scientifique pour la coordination de la recherche nationale » devint en 1943 l'Office de la recherche scientifique coloniale (ORSC), puis Office de la recherche scientifique outre-mer (ORSOM 1949). En 1953, il devient l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer. En 1984, l'ORSTOM devint l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (IRD). Voir, sur la création de l'ORSTOM, BONNEUIL & PETITJEAN (1996).

15. Voir son compte rendu de l'ouvrage de Mannoni dans le même numéro des *Cahiers internationaux de sociologie* (BALANDIER 1951c), qui souligne à la fois l'intérêt de la notion de « situation coloniale » et l'usage trop limité qu'en fait Mannoni.

psychologisme, va lui donner un statut analytique d'une tout autre portée. Elle s'inscrit explicitement dans le prolongement de l'analyse de la relation de domination coloniale proposée dans les années 1930 par René Maunier (1949 [1936]) dans *Sociologie coloniale*, ouvrage cité à trois reprises dans l'article. Elle trouve enfin une inspiration, restée implicite, dans l'analyse par Max Gluckman (2008 [1940]) : d'une « situation sociale dans le Zululand moderne »<sup>16</sup>. C'est la genèse de ces « intérêts de connaissance », pour reprendre un terme de Weber (1965 [1904]), que je vais m'attacher à éclairer ici : le déplacement des « problèmes pratiques » qui aboutit à des changements dans « la façon de poser les problèmes » et à une « critique de la construction des concepts »<sup>17</sup>. En mettant en relation la « révolution cognitive » que constitue l'émergence d'une « sociologie dynamique » de l'Afrique avec la situation des chercheurs qui proposent ce nouveau paradigme et cette nouvelle discipline/expertise, nous considérerons l'horizon de leurs travaux à la fois en termes d'intérêts pratiques et d'intérêts académiques<sup>18</sup>.

Enquêtes sur la population indigène en AEF :  
des « recherches ethnologiques » à la « sociologie appliquée »

En 1948, Georges Balandier est nommé Directeur de section à l'ORSOM et se voit chargé de créer la section de sociologie à l'Institut d'études centrafricaines (IEC) à Brazzaville, qui est alors le siège de l'Afrique équatoriale française<sup>19</sup>. Si, sous cette forme, il s'agit d'une création, cet institut et, en particulier, la

16. On est en droit de penser que BALANDIER doit bien plus à GLUCKMAN (2008 [1940]) qu'il ne le reconnaît explicitement, car son fameux texte chez BALANDIER (1951) est attribué par erreur dans la bibliographie à ... Meyer Fortes. J. COPANS (2001 : 39) parle à ce propos de « lapsus fondateur de l'œuvre balandierienne ».

17. « Dans les sciences de la culture humaine, la formation des concepts dépend de la façon de poser les problèmes, laquelle varie à son tour avec le contenu même de la culture [...] Les progrès les plus considérables dans le domaine des sciences sociales, qui sont liés factuellement au déplacement des problèmes pratiques de la culture, prennent la forme d'une critique de la formation des concepts ». J'utilise le texte allemand de l'édition originale en allemand en modifiant la traduction française de WEBER (1965 [1904]), à savoir : *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*, < <https://archive.org/details/gesammelteaufs00webeuoft> >.

18. Je parle ici de « révolution cognitive », même si ce mouvement n'est pas parvenu alors à s'imposer comme paradigme unique, et est resté minoritaire. Pour la distinction « intérêts pratiques » et « intérêts académiques » dans la genèse des intérêts cognitifs, voir DE L'ESTOILE (1997b).

19. Je ne reviens pas ici sur la biographie de Balandier, qui a alors 28 ans. Outre COPANS (2014), voir HUMERY-DIENG (2006) et les éléments rassemblés dans la thèse de doctorat de GAILLARD (1988).

sous-section de sociologie appliquée et démographie, s'inscrivent dans la continuité d'une série de projets, longtemps inaboutis, de création d'un centre d'études des populations indigènes au service de l'administration.

Dans les archives de la Direction des Affaires politiques du gouvernement général de l'AEF, on trouve une importante documentation sur l'appui de l'administration à la production de savoir sur les populations indigènes, en particulier un carton consacré à la « création d'un service ethnographique »<sup>20</sup>.

Cette documentation inédite éclaire les transformations de la division du travail de « mise en ordre » du monde colonial et sur la redéfinition des domaines de compétence entre administrateurs, services techniques et chercheurs<sup>21</sup>. On y trouve notamment un projet d'organisation d'un service ethnographique au sein même de l'administration, proposé en 1930 par l'Inspecteur adjoint des services administratifs Alfred Poupon. Celui-ci, après avoir suivi les cours de Marcel Mauss à l'Institut d'ethnologie, avait été chargé par le gouverneur général Antonetti de rassembler une documentation ethnographique en prévision de l'Exposition coloniale. Il avait alors proposé la création d'un service ethnographique, chargé de stimuler les administrateurs à se livrer à des enquêtes en liaison avec les institutions de recherche en métropole :

Constitution d'un service : Il est évident que si l'on veut faire quelques études ethnographiques, il faudrait se rattacher d'abord à l'Institut d'Ethnographie (*sic*) de Paris, ensuite au Muséum qui donneraient leurs questionnaires que l'on ferait tirer pour les administrateurs des régions<sup>22</sup>.

Poupon propose donc de créer en AEF un relais des institutions scientifiques métropolitaines afin de diffuser des modèles d'enquête, conformément au mode d'organisation qui domine alors l'ethnologie française. animateur de la Société des recherches congolaises, société savante créée quelques années auparavant par le gouverneur général<sup>23</sup>, Poupon rédige des instructions à l'intention des administrateurs<sup>24</sup>. Il propose également de réaliser une

20. « Création d'un centre ethnographique », Archives du service des Affaires politiques du Gouverneur Général de l'AEF, 5D 103/ANOM : « études ethnographiques : création d'un service ethnographique 1930-44 ».

21. Je m'appuie sur les analyses que propose ABBOTT (1988) en termes de revendication de domaine de compétence (*jurisdiction claim*) et de redéfinition de domaines de compétence dans les luttes de concurrence entre groupes professionnels.

22. Alfred Poupon au gouverneur général de l'AEF, 3/9/1930, 5D 103/ANOM. Poupon est alors en fin de carrière, puisqu'il a occupé ses premiers postes vers 1903.

23. La Société publia 28 numéros du *Bulletin de la Société de Recherches Congolaises*, de 1922 à 1941.

24. Poupon, « Note pour servir aux recherches ethnographiques », Archives Affaires politiques, 5D 103/ANOM.

mission ethnographique qui serait le pendant de la mission Dakar-Djibouti (de L'Estoile 2005).

Cependant ses supérieurs hiérarchiques refusent cette proposition, estimant qu'il dispose déjà de suffisamment de matériaux dans les archives administratives<sup>25</sup> ; toutefois, ils demandent aux administrateurs de brousse de lui envoyer des documents qu'il sera chargé de synthétiser. De fait, Poupon établit en 1930 une « carte ethnographique de l'AEF » ; comme le précise la lettre qui accompagne son envoi au gouverneur général, celle-ci « dans un certain sens peut jouer le rôle de carte politique »<sup>26</sup>. La production d'une cartographie est en effet l'un des principaux instruments de mise en ordre cognitive des territoires et des populations.

En 1934, Paul Rivet, qui dirige alors le musée du Trocadéro, propose à Antonetti, gouverneur général de l'AEF, que son élève, le docteur Léon Pales, médecin militaire et spécialiste d'anthropologie physique, y devienne « l'animateur de l'ethnologie »<sup>27</sup>. Il obtient un demi-succès : le gouverneur général donne certes son accord pour que Pales devienne le « cerveau de cet organisme d'études », à condition cependant qu'il le fasse « en plus de sa tâche ». Il fait part à Rivière, directeur-adjoint du musée de l'Homme, de son appréciation de Pales, ajoutant :

J'estime et ai traduit mes idées dans une circulaire récente adressée à l'ensemble du personnel de brousse, qu'une bonne administration doit être fondée sur une connaissance aussi approfondie que possible du milieu humain dans lequel s'exerce notre action. J'ai pour cette raison prescrit à tous les chefs de circonscription et de subdivision, aux médecins, etc., de se consacrer d'une manière régulière à des enquêtes sur les populations qu'ils administrent<sup>28</sup>.

Pour Antonetti, il n'est pas nécessaire de faire appel à des chercheurs extérieurs à l'administration pour réaliser des enquêtes, précisément dans la mesure où celles-ci relèvent du domaine de compétence des fonctionnaires coloniaux eux-mêmes.

Les archives gardent ainsi la trace d'une série d'initiatives visant à produire une connaissance systématique sur les populations africaines, avec l'encouragement des autorités. Cependant, malgré la publication d'un certain nombre

25. « Poupon peut à Brazzaville même fournir déjà une documentation importante sur l'ethnographie de l'A.E.F. », 24/9/1930, 5D 103/ANOM.

26. Lettre de Poupon au gouverneur général, 29/9/1930, 5D 103/ANOM.

27. Lettre au gouverneur général Antonetti, musée de l'Homme, 23 avril 1934, Archives du musée de l'Homme, fonds Rivière, Ms 134.

28. Antonetti à Rivière, 18/8/1934, in « Correspondance GHR », Archives du musée de l'Homme.

de travaux dans le *Bulletin de la Société de Recherches Congolaises*, celui-ci se fait écho de façon récurrente du manque de continuité de ces efforts.

C'est en 1943 qu'est créé un Centre de recherches ethnologiques, à l'initiative du gouverneur général Félix Éboué<sup>29</sup>. Celui-ci est l'auteur de travaux ethnographiques qui lui ont valu d'être remarqué par ses supérieurs, après de nombreuses années en poste en Oubangui-Chari (Éboué 1931). Devenu gouverneur du Tchad, il prend en 1940 parti pour de Gaulle. Nommé par celui-ci gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, il s'efforce alors de mettre en place une nouvelle « politique indigène » fondée sur le respect des institutions politiques et des coutumes traditionnelles, qui s'inspire explicitement du maréchal Lyautey<sup>30</sup>. Dans une allocution fin 1941 devant la commission consultative qu'il a mise en place pour réfléchir à la « situation de la population indigène », il décrit une situation dramatique, aggravée par « les erreurs du passé » (Éboué 1941 : 9). Il souligne notamment le problème de la dépopulation : « La colonie est menacée, menacée de l'intérieur, comme un grenier qui se vide. » (*ibid.* : 11). La question de la population indigène est étroitement associée à celle de la main-d'œuvre :

C'est une population qui ici n'augmente pas et qui là diminue, c'est un pays incapable de fournir au commerce, aux chantiers, à l'administration, le personnel auxiliaire et le personnel de maîtrise strictement indispensables, c'est une masse qui se désagrège et se disperse, c'est l'avortement volontaire et la syphilis qui se répandent dans un prolétariat naissant, ce sont tous les maux d'un individualisme absurde infligés ensemble à la colonie (*ibid.*).

Pour Éboué, le souci de la « population » renvoie au spectre d'une décadence qui n'est pas seulement démographique et médicale, mais d'abord politique et morale, liée en particulier à l'affaiblissement des « cadres sociaux » traditionnels laissant la place à l'individualisme. Il faut donc mettre en place ce qu'Éboué désigne comme une « politique de la population » : « On n'aura pas touché le fond du mal tant qu'une politique de la population n'aura pas une fois pour toutes, été définie et mise en vigueur » (*ibid.*). Cette politique indigène entend « avant toute chose, confirmer ou remettre en honneur, et dans tous les cas, promouvoir les institutions politiques indigènes » (*ibid.* : 13). Une telle tâche implique un fort investissement de connaissance de la

29. Félix Éboué (1884-1944), d'origine guyanaise et d'ascendance africaine, diplômé de l'École coloniale en 1908, reste vingt-trois ans administrateur dans une colonie située en bas de la hiérarchie coloniale, l'Oubangui-Chari (actuelle Centrafrique).

30. La première édition de « Circulaire de la nouvelle politique indigène pour l'Afrique équatoriale française » du 8 novembre 1941 fut publiée à Brazzaville et ensuite dans le *Bulletin de la Société des Recherches Congolaises* (ÉBOUÉ 1941).

réalité indigène. C'est en particulier le cas du point de vue politique, où il s'agit de promouvoir les institutions politiques indigènes :

Les Gouverneurs, chefs de territoire, tiendront la main désormais à ce qu'aucune reconnaissance — je tiens à ce mot — ne se fasse sans qu'une étude préalable et approfondie du chef de subdivision et du chef de département n'ait démontré clairement qu'il s'agit bien du chef véritable et jouissant véritablement, en profondeur et en étendue, du pouvoir qu'on s'apprête à lui reconnaître (*ibid.* : 16).

En d'autres termes, la reconnaissance (terme dont Éboué précise qu'il l'utilise au sens diplomatique) politique doit s'appuyer sur un travail de connaissance.

La création d'un Centre de recherches ethnologiques de l'AEF, par décret du 9 octobre 1943, s'inscrit donc directement dans la perspective de cette politique indigène de retour à la tradition<sup>31</sup>. Comme Poupon quelques années auparavant, le directeur du Centre des recherches ethnologiques est un administrateur formé en ethnologie. Édouard Trezenem, né en 1904, débute dans l'administration coloniale au Gabon en 1927, puis au Moyen Congo. Élève de l'École coloniale, il a obtenu un diplôme de l'Institut d'ethnologie, devient en 1931 membre de la Société des africanistes qui vient d'être créée, et reste au cours des années 1930 en lien étroit avec le Musée d'ethnographie du Trocadéro. Rivière est alors intervenu auprès du gouverneur général pour que Trezenem soit affecté comme chef de subdivision de Ndjolé, au Gabon<sup>32</sup>. Il est membre du Conseil de la Société des africanistes<sup>33</sup> et de l'Institut français d'anthropologie (Spitz 1947).

Ainsi, lors de cette première phase, le travail de connaissance est confié à des membres de l'administration qui ont suivi une formation spécifique en ethnologie.<sup>34</sup> Le Centre de recherches ethnologiques apparaît donc comme un « auxiliaire scientifique » de la politique indigène du gouvernement général. En

31. A.E.F., Création d'un centre ethnographique, A.E.F./GGAEF/5D103/ANOM.

32. Rivière précise dans ses remerciements pour l'affectation de Trezenem que « ce fonctionnaire nous apporte depuis son retour à la colonie la plus précieuse collaboration, non seulement comme collecteur, mais aussi comme observateur des coutumes indigènes ». Rivière à Alfasse, secrétaire général de l'A.E.F., 17 mars 1933, Ms 134. Archives du musée de l'Homme.

33. Il est notamment l'auteur de « Notes ethnographiques sur les tribus Fan du Moyen Ogoué (Gabon) », *Journal de la Société des Africanistes*, 1936, VI, 1, 65-94. 84 et de « Contribution à l'étude des nègres africains : les Bateke Balali », *Journal de la Société des Africanistes*, 1940 : 1-63.

34. Le décret d'Éboué annonce la réunion de la commission où figurent, outre Trezenem, deux autres fonctionnaires : Cagnat, administrateur des colonies, également diplômé de l'Institut d'ethnologie de Paris, et d'Ozouville, administrateur principal des Services civils.

1944, André Bayardelle, alors gouverneur par intérim après le décès d'Éboué, adresse aux gouverneurs chefs de territoire un « questionnaire sommaire sur les populations de l'AEF », qu'il a fait établir par le Centre de recherches ethnologiques, et auquel il demande une réponse de chaque subdivision avant le 31 décembre ; il prend soin de préciser, dans un contexte de rivalité entre puissances coloniales, le sens qu'il attribue à cette demande :

Je n'ai pas besoin d'attirer votre attention sur l'intérêt que présente pour la Colonie, actuellement et dans l'avenir, la connaissance aussi exacte que possible de toutes les populations qui l'habitent. Ce travail a été fait en 1930 au Congo Belge et s'y est avéré de la plus grande utilité tant au point de vue scientifique qu'au point de vue purement administratif et social.

Au moment où l'évolution des indigènes et la mise en valeur de l'AEF posent pour nous des problèmes complexes, surtout en ce qui concerne la main d'œuvre, vous comprendrez la nécessité qu'il y a à ce que je sois exactement renseigné, non seulement sur la répartition des populations et leur condition d'habitat, mais également sur la situation démographique de chacune d'elles<sup>35</sup>.

Au lendemain de la Conférence de Brazzaville (janvier-février 1944) qui a vu l'affirmation d'un programme de développement pour les années d'Après-guerre, et où le débat sur les conditions légitimes de recrutement de la main-d'œuvre a occupé une place importante (Cooper 2004 : 157-173), le gouverneur affirme à son tour sa préoccupation pour les populations indigènes.

Autrement dit, le Centre de recherches ethnologiques a pour mission de mener à bien les tâches de renseignement que lui confie la Direction des Affaires politiques. Il s'agit ici d'un travail de production d'instruments d'orientation, permettant d'avoir une vision générale des populations des territoires français<sup>36</sup>.

Les attributions du centre sont élargies le 18 juillet 1945 par Bayardelle, nommé gouverneur général. Constitué en service dépendant directement du gouvernement général de l'AEF, il prend alors le nom d'Institut d'études centrafricaines, et couvre, désormais, l'ensemble des domaines scientifiques. Bayardelle justifie cette création en ouverture du premier numéro du *Bulletin de l'Institut d'Études Centrafricaines*, affirmant vouloir « donner à cette

35. Lettre Circulaire, Directeur des Affaires politiques, « Centre de Recherches Ethnologiques », 20 juillet 1944 à Gouverneurs chefs territoire, 5D 103/ANOM.

36. Ce type d'enquête, périodiquement demandé par les autorités, acquiert rarement un caractère systématique, notamment du fait que les fonctionnaires coloniaux, en sous-effectif chronique, sont déjà sollicités par des tâches bureaucratiques. On a donc un décalage structurel entre des projets grandioses, à ambition encyclopédique, et le caractère souvent parcellaire des résultats.

recherche un caractère plus systématique et plus scientifique ». En effet, précise-t-il, « La connaissance approfondie et rationnelle d'un pays est l'un des instruments indispensables de l'action. Et par connaissance rationnelle, il faut entendre une connaissance qui va à la source et au détail » et il ajoute un second argument : « Français au service de l'Afrique Équatoriale, nous ne devons pas perdre de vue que le service de l'Afrique, comme le service de la France, se résout en définitive en service des valeurs de civilisations, dont la science est une des moins contestables »<sup>37</sup>.

Une telle formulation s'inscrit dans le droit fil des projets de refonder la colonisation sur la science, élaborés par les réformateurs coloniaux modernisateurs des années 1930, tel Jules Brévié (de L'Estoile 2000).

Désormais la tâche de mise en ordre cognitive de la réalité coloniale est déléguée à des spécialistes qui occupent une place singulière dans l'appareil administratif : les chercheurs. En 1947, l'IEC acquiert une autonomie formelle, en passant sous l'autorité de l'ORSOM, qui devient par la suite ORSTOM. Le directeur de l'IEC n'est plus un fonctionnaire colonial, mais un scientifique venu de métropole : Jules Trochain, professeur de biologie à la Faculté des sciences de Montpellier.

Si la Section de sociologie appliquée et de démographie, créée et dirigée par Georges Balandier à partir de 1948, reprend à son compte une grande partie des tâches d'étude des populations indigènes auparavant attribuées au Centre de recherches ethnologiques, la nouvelle dénomination est significative. Selon les comptes rendus d'activité au ministère de la France d'outre-mer, qui exerce sa tutelle sur l'ORSTOM :

L'activité de la section fut tout de suite orientée vers l'étude des problèmes actuels que posent les sociétés colonisées et une collaboration permanente fut rapidement établie avec le cabinet du Haut Commissaire et avec certains services techniques<sup>38</sup>.

La mise en place, à partir de 1946, d'un programme de développement, avec la création du FIDES (Fonds d'investissement et de développement économique et social) s'accompagne en effet d'une affirmation nouvelle de la nécessité d'une recherche en sciences sociales en appui à l'administration (Cooper 2004). Le personnel scientifique de l'IEC comprend en août 1951, sur dix-huit chercheurs, six chercheurs en sciences humaines, soit un tiers de l'effectif (Trochain 1951) :

37. *Bulletin de l'Institut d'Études Centrafricaines*, publié sous le patronage du gouvernement général de l'Afrique Équatoriale Française, Brazzaville, Imprimerie officielle, 1945, pp. 1-2.

38. ORSTOM 1955, cité in GAILLARD (1988 : 15, Annexe I).

Outre un musicologue (Pepper) et un géographe (Gilles Sautter)<sup>39</sup>, qui constitue à lui seul une section, on compte 4 sociologues : MM. Balandier, Soret, Pauvert et Hauser (ces deux derniers appartenant au Cabinet du Gouverneur Général)<sup>40</sup>.

Enfin, il existe un personnel africain, notamment un dessinateur-cartographe, deux bibliothécaires, et trois « informateurs-interprètes ». Les termes dans lesquels Trochain les décrit soulignent leur statut subalterne dans la division du travail :

Les chercheurs, dans leurs travaux de laboratoire ou sur le terrain, sont secondés par des aides-techniques africains. Cette dénomination ne doit pas faire illusion : il s'agit de jeunes garçons assez peu instruits au départ que l'on sélectionne progressivement en les spécialisant à telle ou telle section de recherches, y compris la documentation (Trochain 1951 : 8).

Ces auxiliaires africains ont probablement joué un rôle considérable dans les enquêtes, notamment à Brazzaville, en permettant l'accès des chercheurs aux mondes africains<sup>41</sup>. Leur rôle reste cependant largement implicite dans les travaux publiés. Le directeur de l'IEC souligne, dans son compte rendu d'activité, l'étroitesse des liens entre les chercheurs et les divers services du gouvernement général :

Ce qu'il importe de rappeler, c'est l'orientation des recherches, qui en première urgence, prennent en considération des problèmes d'ordre pratique. Ceci explique les connections étroites établies avec les Services Techniques du Gouvernement Général et d'autres organismes « utilisateurs de recherche ». C'est ainsi [...] – que les géophysiciens ont été mis à disposition [...] des compagnies minières et du Commissariat à l'Energie atomique – que les sociologues ont accompli des tournées au profit du Cabinet du Gouvernement Général et maintiennent un contact étroit avec l'Inspection du Travail et le Service des Statistiques (*ibid.* : 13)

De fait, c'est l'administration qui est la première destinataire des rapports établis par les chercheurs, et qui contrôle leur diffusion :

39. Agrégé de géographie, il reste en poste à Brazzaville de 1948 à 1953.

40. Pauvert est sociologue contractuel du gouvernement général de janvier 1950 à octobre 1951 ; Hauser depuis juin 1950. Leurs contrats sont résiliés à cette date pour raison d'économie (TROCHAIN 1953 : 107).

41. On attend une étude similaire à *Africanizing Anthropology* de SCHUMAKER (2001) qui a mis en lumière le rôle essentiel des assistants de recherche africains au Rhodes Livingstone Institute.

Les sociologues, par exemple, les remettent au Cabinet du Haut-Commissariat dont ils dépendent budgétairement. Cette appartenance, et le caractère confidentiel de certaines enquêtes, font que l'IEC n'a pas le droit de disposer librement des résultats obtenus. C'est au Cabinet du Gouvernement Général qu'il appartient d'assurer leur diffusion, s'il le juge utile. Et cela a déjà été fait, sous forme de mémoire ronéoté, par exemple au sujet de la mission d'information en pays Fang de M. Balandier (janvier-mars 1949) (*ibid.* : 15).

La description du circuit de diffusion des résultats est significative : les enquêtes sont d'abord réalisées à destination de l'administration, avant d'acquérir le cas échéant le statut de travaux scientifiques ; leur publication dépend de l'administration. D'après la liste des travaux de Pauvert qui figure dans le rapport d'activité de 1951, de l'IEC pour 1950-1951 (Trochain 1952 : 24), tous sont, à cette date, restés à l'état de rapports à destination de divers organes de l'administration, « diffusés par les soins » du haut-commissariat<sup>42</sup>.

Comme ceux de l'IFAN en Afrique occidentale au même moment, sociologues et géographes de l'IEC sont engagés dans un travail de production d'instruments de mise en ordre des territoires et des populations (fichier ethnique, cartographie) ; par ailleurs, ils réalisent en fonction des demandes de l'administration des missions de recherche sur des thèmes spécifiques<sup>43</sup>.

La « sociologie engagée » face à la « crise gabonaise » :  
diagnostic et projets de modernisation

Pour illustrer le fonctionnement concret de cette pratique de recherche, je m'intéresserai plus en détail aux enquêtes sur le Gabon réalisées par Georges Balandier en association avec d'autres chercheurs de l'IEC. Pendant près de deux mois, du 24 janvier au 20 mars 1949, Balandier effectue une mission d'information au Gabon, en pays fang, dans la région du Woleu-N'Tem. Dans quel contexte, et avec quels objectifs ? Balandier souligne en 1950 que cette enquête résulte d'une urgence politique :

Au départ, nous avons une obligation précise, officielle. Nous devons étudier les aspects et incidences politiques d'un mouvement de « regroupement clanique » qui affecta la totalité des Fang du Gabon, après s'être développé chez les peuples apparentés et voisins du Cameroun (mission de Janvier-mars 49) (Balandier 1950b : 76).

42. Voir aussi Trochain 1952 : 28.

43. Il faudrait replacer ce mouvement dans une dimension comparative plus globale. Voir notamment, sur la création en 1949 au Tanganyika d'un Government Sociology Department, P. PELS (2011).

Ainsi, selon G. Balandier, la demande de production de connaissances se réalise explicitement dans une visée politique pratique : « C'était donc à des situations concrètes, actuelles, que nous devons nous attaquer ; avec l'ordre d'apporter des conclusions et suggestions pratiques. » Il s'agit, dans une situation de « crise », de poser un diagnostic et de proposer une thérapie. Le sociologue apparaît ici comme un médecin du social : comme le dit Balandier, « l'étude que nous faisons est une socio-pathologie » (*ibid.* : 86).

Pourquoi l'administration s'intéresse-t-elle à ce groupe ? Là encore, Balandier est explicite :

L'intérêt officiel accordé au groupe Fang s'explique assez par l'importance de celui-ci : [...] il représente 125 000 habitants sur les 420 000 habitants qui peuplent ce territoire ; il est voisin d'un groupe de populations parentes, particulièrement actives, qui rassemble, au Cameroun, plus de 550 000 individus ; il est au Gabon, le groupe le plus nombreux, le plus agissant (*ibid.* : 77).

Or, ce groupe se trouve alors, du point de vue de l'administration française, dans une situation décrite comme une « crise ». Ce qu'on appelle le « problème fang » est perçu comme associant à la fois une faiblesse démographique chronique et un problème politique aigu. En 1948-1949, le pays fang connaît en effet une forte agitation, qui s'inscrit dans une histoire plus longue (Bernault 1996 : 111-113 ; Keese 2004). Balandier (1950 : 80-81) entame son article par un historique de la façon dont l'administration a formulé les « problèmes » de la société fang, qu'il présente comme « posés par la situation coloniale ». À partir des années 1920, les premières manifestations des « évolués » fang (notamment à Libreville) inquiètent l'administration. Celle-ci doit également faire face à un problème structurel, qui est l'absence de chefferies traditionnelles puissantes<sup>44</sup>. En février 1947, c'est à l'appel du gouverneur du Gabon que se réunit le Congrès Pahouin de Mitzic, rassemblant des notables et des chefs ; cependant, le congrès, échappant en partie à l'administration, émet une série de vœux, en particulier l'élection d'un chef supérieur (Balandier 1951)<sup>45</sup>. Le mouvement de « regroupement clanique » de 1947-1948, qui

44. On trouvera cet argument explicitement formulé par BALANDIER (1950a : 98) car cette préoccupation apparaît nettement dans les efforts de réorganisation des chefferies. Voir le dossier « Chefferies du Moyen-Congo. Réorganisation. 1913-1939 », Affaires politiques, Affaires indigènes, GGAEF/5D/37/ANOM.

45. Léon M'Ba, chef fang et « évolué » dont les rapports avec l'administration française fluctuent, espère occuper cette fonction de chef supérieur. M'ba est alors soupçonné par l'administration d'être un agitateur communiste lié au RDA (Rassemblement démocratique africain). Il deviendra à l'indépendance le premier président de la République du Gabon. Voir aussi KEESE (2004). BALANDIER (1955c : 261-262) fait un portrait de

possède une dimension à la fois politique et religieuse (liée au mouvement du culte bwiti), suscite les réticences de l'administration. En particulier, les chefs qu'avait créés l'administration sont remis en cause par le mouvement de « regroupement clanique ».

Cette crise politique conjoncturelle émerge sur fond d'une inquiétude chronique des autorités concernant le peuplement jugé insuffisant du Gabon, dont la population est décrite comme dispersée, « émiettée »<sup>46</sup>. Balandier et Pauvert (1952 : 7) notent qu'« il n'est pas de rapport administratif qui, depuis plus de trente ans ne se plaigne de la médiocrité de la plupart des villages du Gabon ». Ils citent alors une série de rapports, dont le dernier n'est autre que celui de Balandier (1949a) lui-même (cité dans Balandier & Pauvert 1952 : 8). Ainsi, dès janvier 1918, une commission siégeait à Libreville pour étudier la situation démographique en fonction de la « désorganisation de la famille » (*ibid.*). Comme le souligne Balandier, l'administration a elle-même contribué à cette situation : un rapport de 1928 déplore ainsi la « diminution de population indigène, résultat d'un recrutement intensif de main d'œuvre ». En 1931, 1932 et 1933, à l'occasion de recensements, l'administration tente, sur ordre du gouverneur général, d'imposer des regroupements le long des routes et pistes importantes. Ces tentatives se soldent par des échecs, et le « problème » de population persiste.

De nouveau, en 1946, une Commission de la Population est mise en place afin d'étudier non seulement « le problème démographique mais encore celui de la structure même de la population, considérant que la structure actuelle est très grave » (*ibid.* : 11). Différentes sous-commissions sont alors créées, consacrées à l'hygiène et la santé, aux questions sociales, au travail. La Commission préconise, dans l'esprit de la politique indigène initiée par Éboué, de faire renaître « la coutume et les institutions coutumières » ; elle propose aussi la création de « zones de développement social » (*ibid.* : 105). Cependant, selon Balandier, tout ceci « ne dépasse pas le stade des résolutions » (*ibid.*).

C'est dans ce contexte qu'apparaît un nouveau projet de transformation sociale planifiée, qui doit permettre le « développement » des populations gabonaises. L'initiative est portée par l'élite « moderniste » du groupe fang (appelé auparavant pahouin). En 1947, Jean-Hilaire Aubame, grande figure parmi les notables alors dit « évolués » fang, fonctionnaire des douanes, conseiller de Bayardelle, puis élu député du Gabon en 1946, propose un « plan de regroupement des villages » devant assurer la « renaissance gabonaise » et

---

Léon M'Ba, identifié par ses initiales « L.M. » dans une section consacrée à la « dénaturation de la démocratie clanique ».

46. Le thème de l'émiettement des populations gabonaises revient à plusieurs reprises sous la plume de BALANDIER (1983 [1957]) dans *Afrique ambiguë*.

publié par l'Imprimerie officielle<sup>47</sup>. La proposition centrale du plan est que « l'évolution des peuples gabonais et l'amélioration de leur situation sanitaire, matérielle, morale, sont liés à la réorganisation des villages ». Il s'agit de s'attaquer à « cette dispersion du peuplement gabonais qui a toujours été une entrave à la mise en valeur économique, à l'action administrative, éducative et médicale ». Le projet suscite l'intérêt de l'administration : la création de nouveaux villages apparaît comme permettant d'apporter une solution tout à la fois à la « crise de population » et à la « crise politique fang ». Le processus d'enquête qui se met alors en place, tel qu'il est décrit par Balandier, est d'abord pris en charge par l'appareil administratif territorial :

Passant à l'étude du projet, le Gouvernement du Gabon fit réaliser, dans l'ensemble du territoire, une enquête confiée aux divers administrateurs. Celle-ci était appelée à fournir trois sortes de documents :

- les observations et suggestions des fonctionnaires chargés du commandement
- les opinions des principaux chefs spécialement consultés
- un jeu de deux cartes, dressé par district, figurant d'une part l'état actuel du peuplement, d'autre part l'état après regroupement des villages (Balandier & Pauvert 1952 : 12).

La première phase consiste en une consultation assez classique des administrateurs eux-mêmes, chargés à leur tour de sonder l'état d'esprit des populations ou, du moins, celui des chefs. Cette consultation s'accompagne de la production d'une série d'instruments d'orientation et d'identification cartographiques destinés à guider la planification et l'action de l'administration. Ces documents, centralisés à Libreville, font alors l'objet d'une synthèse. Celle-ci souligne les avantages du projet de nouveaux villages, à commencer par ce que le rapport nomme les « facilités de commandement et de contrôle », c'est-à-dire la possibilité d'une mise en ordre au sens politique d'une population posant des difficultés à l'administration. S'y ajoutent la possibilité de « dépistage des maladies » et de lutte rapide contre les endémies, la possibilité d'obtenir un meilleur rendement des terres » et d'entreprendre l'éducation du paysan noir et enfin les « facilités plus grandes au point de vue de l'enseignement de la jeunesse » (*ibid.*, guillemets d'origine).

Cependant, certaines réserves sont également évoquées, notamment le fait que « l'évolution conduit à l'individualisme et, indirectement, à la scission des villages ». En outre, seuls les Fang adhèrent activement au projet. L'administration, rendue prudente par le souvenir de ses échecs précédents

47. Voir AUBAME (1947). Selon BERNAULT (1996 : 111-113), ce mouvement joue un rôle essentiel dans la constitution par Aubame d'une base électorale dans le Woleu-Nt'em. Aubame est élu député à l'Assemblée nationale. Il jouera par la suite un rôle politique de premier plan au Gabon après l'indépendance, d'abord allié de M'Ba, puis rival politique.

en matière de regroupement, envisage donc une expérimentation limitée, qui « permettrait de suivre le comportement de la population » (*ibid.*). C'est ici qu'intervient une deuxième étape, beaucoup plus originale, dans la mesure où elle implique une délégation des tâches de renseignement à des chercheurs (partiellement) autonomes au sein de l'appareil administratif.

Afin de rassembler une documentation précise, reposant sur des données scientifiquement recueillies, le gouvernement général eut recours aux spécialistes de sciences humaines qui travaillent alors en Afrique équatoriale.

Une première mission opère en pays fang de janvier à mars 1949 : elle s'est donnée pour but l'étude de tous les problèmes propres à ce groupe ethnique (regroupement clanique, programme de regroupement des villages, éveil politique, économie du cacao, etc.) (*ibid.* : 14).

Il s'agit donc d'un travail d'enquête d'ensemble, pour lequel Balandier est accompagné par le géographe Gilles Sautter, qui est chargé d'analyser les possibilités de développement économique et social, en particulier liées à la culture de cacao pour l'exportation. En réalité, le mode de travail des chercheurs, pressés par les contraintes de temps (ils ont moins de deux mois pour parcourir un territoire immense), ne semble pas vraiment en rupture avec les pratiques des enquêtes administratives. Selon le témoignage de Balandier, l'enquête apparaît largement fondée sur la production de rapports envoyés aux chefs-lieux administratifs :

Nous eûmes essentiellement recours, en dehors des enquêtes sur le terrain, aux documents administratifs. Ceux-ci, conservés à Brazzaville et à Libreville, comprennent surtout les rapports (économiques et politiques) des districts et des régions, et des rapports spéciaux rédigés au chef-lieu (Balandier 1950b : 77).

Cette mission donne à son tour lieu à un rapport, qui sera, selon l'usage, ronéoté par les soins du gouvernement général<sup>48</sup>. Balandier y propose « une véritable réforme de structure, à caractère économique aussi bien que politique ». En effet, affirme-t-il, « considérer l'économie rurale indigène c'est s'attaquer, non seulement aux faits économiques, mais aussi aux faits d'organisation

48. Le rapport de BALANDIER (1949a) sur les Fang est classé par le service des affaires politiques dans la rubrique « Politique indigène, Gabon » (5D 222/ANOM). Il rédige ensuite les douze pages datées du mois de mai, « Problèmes économiques et problèmes politiques au niveau du village Fang ». Ce texte est par la suite publié sous le même titre, accompagné d'une note datée d'octobre 1950, qui évoque la suite des opérations, dans le *Bulletin de l'IEC* (BALANDIER 1950a). L'enquête de G. Sautter donne lieu à une publication dans le même numéro : « Le cacao dans l'économie rurale du Woleu-N'tem », *Bulletin de l'IEC*, 1950, 1, nouvelle série : 7-24.

politique ». Balandier a recours à une psychologie ethnique assez sommaire pour expliquer la « manie migratoire » des Fang (« Le Fang est attiré par les richesses : essentiellement les femmes » ; « le caractère individualiste du Fang a été rapporté par de nombreux auteurs » ; « le Fang est un agriculteur à son corps défendant »). Il signale comme une circonstance favorable aux projets de réforme l'existence de « tendances modernistes » : ainsi, conclut-il, « psychologiquement, les Fang manifestent un état d'esprit favorable à la modernisation », ce qui se manifeste notamment par leur « goût et le besoin des objets manufacturés » (Balandier 1950a : 51-52, 60).

Le rapport se clôt sur un certain nombre de « conclusions pratiques », c'est-à-dire la formulation d'un diagnostic et la proposition d'une solution politique. Il ne s'agit pas moins que de créer une « nouvelle Afrique », par une transformation à la fois démographique, économique et politique, qui reprend le programme de Delavignette de construction d'une paysannerie noire :

Les peuples de l'Afrique Équatoriale ont moins bien supporté le choc de la colonisation que les peuples de l'Afrique occidentale. Les Fang comme les autres. Ils nous présentent, actuellement, une structure politique et une économie bouleversée, une crise qui cherche à se résoudre.

À cela, il y a une solution. C'est, selon la belle formule de M. R. Delavignette « la construction du paysannat ». Une telle édification ne peut se faire que grâce à une réforme politique et économique. Et celle-ci devrait créer véritablement les éléments de base de la nouvelle Afrique : le village et le canton<sup>49</sup>.

Balandier affirme que « la “crise de croissance” propre à ce peuple (et à tout peuple noir sans doute) ne se peut résoudre que par une véritable réforme de structure, à caractère économique aussi bien que politique » (Balandier 1950a : 50, guillemets dans l'original). Ainsi, les deux chercheurs proposent une transformation sociale radicale comme solution à la « crise » résultant du « choc de la colonisation » : regrouper les populations rurales dans de nouveaux centres. Balandier précise les voies que peut prendre ce projet. Présentant comme « un fait » que « le village actuel [...] est une communauté trop peu nombreuse », Balandier suggère « de passer par une étape intermédiaire, de créer des groupes de villages », en s'inspirant de modèles coloniaux importés d'Afrique occidentale. En effet, « c'est un mode de groupement qui en AOF s'est révélé viable » (*ibid.*). Balandier propose également de s'appuyer sur une institution nouvelle qui, dit-il, s'est développée chez les Fang : les « sociétés de travail », organisant le travail à la fois d'un point

49. Balandier cite *Service Africain*, l'ouvrage de R. DELAVIGNETTE (1946 [1939]) faisant l'éloge des administrateurs coloniaux. Voir aussi DELAVIGNETTE (1935 : 39).

de vue économique et politique, pourraient assurer « les travaux d'utilité publique » et réaliser « les plantations communautaires à caractère industriel (cacao, café, palmiste) ». La valorisation de la communauté constitue une solution à la crise de « l'organisation socio-culturelle » des sociétés indigènes. « Il s'agit de réaliser, méthodiquement, de véritables “communautés rurales” » (*ibid.* : 56). Un des principaux objectifs est de fixer la population au sol, afin d'éviter l'exode rural, vu comme cause première « de la dissolution actuelle de la structure sociale traditionnelle » (Balandier & Pauvert 1952 : 27).

De même, Balandier propose de donner une nouvelle importance à l'échelle administrative du canton, avec en particulier la mise en place « d'une coopérative de production et de ventes groupées [qui] auraient la possibilité de donner — avec l'aide des agents du Service de l'Agriculture, et du Génie Rural — une véritable éducation paysanne. Ce serait même là une de ses principales fonctions » (Balandier 1949b : 62). Balandier conclut en soulignant les divers « avantages d'un tel système » :

- Il donnerait au paysannat fang une structure politique et économique à caractères modernes ;
- Il utiliserait la forme communautaire qui est proprement africaine ;
- Il serait capable de réaliser une éducation technique, et en conséquence, une économie efficiente dispensatrice de mieux-être (*ibid.* : 63).

Au total, il s'agit donc de proposer un projet de développement économique et démographique mené par une administration appuyée sur la science, qui constitue en même temps une voie de modernisation dans la fidélité aux traditions conçues comme « proprement africaines », et la création d'une paysannerie africaine.

Suivant les recommandations de la mission, l'administration décide la mise en place de villages de regroupement au Gabon. Le projet suscite une nouvelle phase d'étude. Une seconde mission, « chargée d'enquêter uniquement en fonction du projet de regroupement des villages, se déplace dans trois importantes régions administratives, la N'Gounié, la Nyanga et le Woleu-N'Tem », entre janvier et mars 1950. Dirigée par Georges Balandier, accompagné cette fois-ci d'un autre sociologue, Jean-Claude Pauvert, cette seconde mission bénéficie de la collaboration de ceux que Balandier désigne comme des « techniciens », des fonctionnaires des services d'agriculture (MM. Nozières et Favret) et des services de santé (le Dr Konaté), ainsi que de l'administrateur Pouderoux, chef du district d'Oyem (Balandier & Pauvert 1952 : 15, n. 1). Dirigée par un chercheur, la mission mobilise donc à la fois des représentants de l'administration et des services techniques, incarnant

ainsi le nouvel idéal technocratique d'une colonisation rationnelle. C'est le rapport de cette mission de 1950 qui sera par la suite publié par Balandier et Pauvert (1952) sous le titre *Villages gabonais*.

Si, lors de la première étape, les administrateurs avaient consulté les chefs, les chercheurs décrivent désormais les réactions de la population, souvent favorables chez les Fang, plutôt hostiles chez les Bapounou. Cette hostilité est attribuée à l'absence d'« une élite moderniste, capable de désirer, et de faire désirer, des villages véritables » (Balandier & Pauvert 1952 : 58), comme on la trouvait chez les Fang. Dans la région cacaoière du Woleu-N'tem, les sociologues procèdent à un « sondage d'opinion », afin de « mettre à jour les aspects psychologiques », en donnant pour chaque village « l'opinion émise »<sup>50</sup>. Dans le district d'Oyem, la population manifeste son approbation du projet. La description de Balandier est éclairante sur les modalités d'une telle enquête réalisée dans un cadre officiel :

L'enthousiasme nourri par le projet de regroupement s'exprime par les réactions dont nous fûmes l'objet lors de l'enquête : villages préparés pour nous recevoir ; déplacement de la quasi-totalité des hommes qui ont voulu faire connaître leur opinion ; désirs formels exprimés par les représentants locaux, les associations, les jeunes « modernistes » à l'occasion de notre séjour à Oyem (*ibid.* : 60).

La mission, qui, on s'en souvient, compte dans ses rangs un sociologue membre du cabinet du gouverneur général et l'administrateur en charge du district, est — à juste titre — perçue par la population comme chargée de transmettre aux autorités administratives leurs vœux. C'est également ainsi que les sociologues semblent comprendre leur mission : il doivent se faire l'écho des préoccupations des populations étudiées afin d'assurer le succès du projet, conformément aux souhaits du haut-commissaire. Balandier cite en ouverture de son article une allocution de Bernard Cornut-Gentille affirmant :

Nous voulons fermement lier l'ensemble de ce développement économique, présent et à venir, aux préoccupations immédiates et futures de nos populations africaines (avril 1949) (Balandier 1949b : 49).

Les sociologues de l'IEC jouent ainsi le rôle d'un service de « renseignements généraux » au sein de la Direction des Affaires politiques, évaluant l'état de l'opinion. Dans le même temps, ils interviennent en tant qu'experts,

50. Voir par exemple le tableau donnant les résultats d'un sondage d'opinion dans le district de Mtizic (BALANDIER & PAUVERT 1952 : 59). Ce sondage semble réalisé de façon peu formalisée.

formulant des recommandations précises à l'administration, sur les conditions nécessaires à l'implantation réussie de nouveaux villages. Ils préconisent, par exemple, le refus des regroupements non planifiés par l'administration, créateurs de désordre :

Il conviendrait de s'opposer aux regroupements spontanés [...] qui n'auraient pas la possibilité matérielle de bâtir un village décent ; on ne gagnerait que bouleversement et désordre, sans résultat pratique (Balandier & Pauvert 1952 : 61).

Le programme de regroupement, prévu pour être échelonné sur plusieurs années, s'inscrit dans celui plus vaste de « modernisation » et de « civilisation » des populations. Comme le précisent les chercheurs, « le regroupement n'apporterait aucun remède s'il ne s'accompagnait d'une réforme complète touchant les différents aspects de la vie des villages » (*ibid.* : 62). Ils esquissent ainsi un programme de travail touchant divers domaines : éducation proprement dite ; éducation économique (conseils sur le plan des cultures vivrières et des « cultures riches », organisations de coopératives) ; action médicale ; et « éducation politique ». Au total, ils préconisent un « programme souple, adapté aux conditions locales et échelonné sur plusieurs années pour permettre une réforme complète ». Ils soulignent que « la reconstruction des communautés villageoises s'impose d'urgence, si l'on veut préserver des ethnies qui sont parmi les plus menacées de l'Afrique centrale » (*ibid.* : 63)<sup>51</sup>.

Les réactions des villageois, fang notamment, montrent d'une façon non équivoque leur volonté de modernisation ; il n'est plus possible de se satisfaire d'une action politique et économique sommaire : le progrès que nous avons annoncé, dès le début de la colonisation, est maintenant désiré par un nombre toujours croissant de paysans gabonais (*ibid.* : 80).

Autrement dit, les chercheurs mettent en avant l'adhésion des populations africaines au nouveau programme de développement et de modernisation souhaité par l'administration coloniale.

Une conférence se tient en août 1950 à Brazzaville, sous la présidence du haut-commissaire, afin d'établir le programme détaillé des réalisations<sup>52</sup>. En septembre 1950, « sous la direction d'un sociologue une "équipe" est chargée de mettre en route les premières réalisations » du programme de regroupement des villages. Balandier se trouvant en France, Pauvert prend sa suite : après

51. L'idée d'une réforme sociale par le moyen d'une création de « nouveaux villages modernes » est une des grandes utopies coloniales. Sur les projet de reconstruction « matérielle et intellectuelle » des villages égyptiens dans les années 1930 et 1940, associés à des projets d'éducation rurale, voir le cas de l'Égypte, dans MITCHELL (2002 : 131sq.).

52. « Note » d'octobre 1950, in BALANDIER (1949b : 63).

une première mission de reconnaissance en août 1950, il dirige la mission de septembre-novembre 1950, qui comprend, outre un deuxième sociologue (André Hauser), un représentant du service médical (le capitaine-médecin Barbie), un agent de l'Inspection générale de l'Agriculture (M. Lhérault) et un agent des Travaux publics. Cette mission est orientée vers la mise en œuvre du projet, consacrée aux « aspects pratiques de programmes d'équipement rural et de modernisation des villages gabonais », aboutissant à la mise en place de deux villages planifiés (de Suremain 1999 : 50-52)<sup>53</sup>. On note l'orientation de plus en plus « technicienne » de ces missions. Alors que la première mission devait également analyser l'émergence d'un mouvement politique, les missions suivantes, qui associent sociologues et services techniques (agricoles et médicaux notamment) prennent un tour de plus en plus technique (ou dans les termes du compte rendu de l'IEC, orienté vers l'« action sociale rurale »).

En 1951, le programme de regroupement des villages établis par les missions IEC commence à se réaliser et l'édification des centres prévus se poursuit à mesure que les crédits nécessaires sont accordés. Un géomètre a visité les centres choisis, en a dressé les plans, et les premiers travaux de construction ont commencé (Trochain 1952 : 19-20). Le rapport cite neuf « centres » en cours d'édification dans les différentes régions. « Dans chacun de ces centres, il est prévu une école à deux classes, un dispensaire, une maison commune, un marché couvert et trois logements de fonctionnaires. »

Pour les deux auteurs, cette expérience pionnière inaugure une voie nouvelle pour une action politique inspirée par la recherche :

Les expériences de regroupement de villages, que nous avons mises en route durant le second semestre de l'année 1951, faites sur la base des recherches qui précèdent, constituent une première tentative dans la voie de l'adaptation de l'action politique aux phénomènes actuels caractérisant telle société africaine (Balandier & Pauvert 1952 : 82).

Balandier commente favorablement le rôle des sociologues dans la phase de mise en œuvre du projet : « C'est un fait qui mérite d'être signalé ; il montre le souci de participer, sans se dérober aux ultimes responsabilités, à la réalité sociale la plus actuelle » (*ibid.* : 15). Il s'agit véritablement ici « d'anthropologie en action », pour reprendre le titre d'un livre décrivant la collaboration entre un anthropologue élève de Malinowski et un *political officer* dans le Tanganyika britannique (Brown & Hutt 1935).

53. « Compte-rendu d'activité (septembre 1950-août 1951) et programmes de recherche (août 1951-août 1952) », *Bulletin IEC*, 3, 1951. Voir aussi les rapports de J.-C. Pauvert, « Rapport sur les réalisations de regroupement de village au Gabon », ms, dactylo, 58 p., communiqué au Gouvernement Général ainsi que la « Note sur la coopérative pilote du Woleu-N'tem », ms, dactylo, 12 p., communiqué au Gouvernement Général.

De fait, cette expérience, considérée comme un succès, inspire plusieurs missions dans d'autres territoires d'AEF. Ainsi, de janvier à mars 1951, Pauvert poursuit au Tchad une enquête avec des objectifs similaires, qui aboutit à un rapport préconisant diverses mesures, dont « la création de centres d'action sociale ainsi que de secteurs nomades de modernisation appuyés sur le développement de l'hydraulique pastorale »<sup>54</sup>.

Le programme de l'IEC pour 1951-1952 prévoit l'extension de ce type d'études dans d'autres régions.

Le problème de la création de centres cantonaux ruraux du type de ceux qui sont réalisés au Gabon sera encore étudié par la Section de Sociologie, à la demande du haut-commissariat. Certains essais de riziculture dans le Logone seront précédés d'une étude des conditions humaines locales (structure des populations, formes possibles d'un colonat africain et de lotissements agricoles) (Trochain 1952 : 33).

Il ne s'agit pas moins ici que de créer une nouvelle société : le terme de « construction de paysannats », emprunté par Balandier à Delavignette, s'est imposé pour désigner cette expérience. Fin 1953, Marcel Soret (1953) établit à l'intention du gouverneur Hubert Deschamps<sup>55</sup> un récapitulatif concernant « l'installation des paysannats dans les différents territoires de la Fédération », précisant qu'elle « n'en est encore qu'à la période des essais ». Le premier cas cité évoque « les villages regroupés par les missions de Pauvert et Balandier », mais le rapport est essentiellement consacré aux expériences réalisées au Moyen-Congo et en Oubangui-Chari<sup>56</sup>.

Un des enjeux est d'identifier au sein des populations africaines à la fois les alliés potentiels « modernistes », et les « forces de résistance au changement ». Le programme de l'IEC pour 1951-1952 prévoit ainsi l'« étude de groupes ethniques résistant aux changements sociaux ».

L'enquête portant sur les faits d'évolution sociale peut être éclairée par l'étude de populations résolument conservatrices : les Batéké en constituent un excellent exemple. Les raisons et les conséquences de ce conservatisme sont à rechercher (*ibid.* : 32).

54. Voir J. C. Pauvert, « Rapport préliminaire sur la création des centres cantonaux au Tchad et sur la pénétration sociale des populations rurales », ms, dactylo, 74 p., communiqué au Gouvernement Général et « Le problème des centres cantonaux ruraux », ms, dactylo, 30 p., demandé par le Département et le Gouvernement Général. Par la suite, Pauvert devient un spécialiste de « l'éducation de base ».

55. Ancien élève de l'École coloniale, administrateur, puis gouverneur des colonies, il est alors secrétaire général du Conseil directeur des sciences humaines à l'ORSTOM.

56. *Les paysannats en AEF*, Brazzaville, IEC, rapport daté du 17 décembre 1953, 8 p., dactyl. ORSTOM, n° 1377. Ce rapport est disponible sur le site de l'IRD consacré à la « littérature grise » inédite, < <http://www.documentation.ird.fr/fdi/liste.php?annee=1953&typ=lig> >.

Au total, cette expérience, telle qu'elle est décrite dans les rapports de Balandier et de ses collègues, constitue un cas exceptionnel d'implication des chercheurs dans une expertise accompagnant un projet de transformation sociale dirigée. Il s'agit donc d'une pratique sociologique orientée non seulement vers l'analyse de problèmes pratiques qui se posent à l'administration, mais vers la formulation et la mise en œuvre d'un programme de stabilisation de population et de création d'une « nouvelle société » en vue du développement économique et social ; celui-ci s'inscrit dans un ensemble de programmes coloniaux et post-coloniaux de transferts de population, dont l'un des exemples les plus frappants sera la création de villages en Tanzanie sous Nyerere, réalisée à l'échelle d'un pays entier, et de façon autoritaire. L'enthousiasme planificateur est tout à fait caractéristique de ce mode de croyance en la science et au progrès que James Scott (1998) caractérise comme utopie moderniste.

### Crise politico-religieuse et enquêtes urbaines au Moyen-Congo

La mission chez les Fang a visiblement été appréciée par les autorités ; celles-ci font à nouveau appel aux sociologues de l'IEC pour analyser un autre « problème » délicat. En août 1949, E. de Natoutes adresse au nom du haut-commissaire une missive confidentielle au gouverneur du Moyen Congo. Citant la mission d'information chez les Fang du Gabon, que Balandier et Sautter viennent de réaliser, il affirme : « Il y aurait le plus grand intérêt à les charger d'une mission semblable : ethnographique, sociologique et politique sur les Balali »<sup>57</sup>. Les trois adjectifs sont significatifs, suggérant le lien étroit entre enquête scientifique et objectifs politiques. Natoutes indique que les chercheurs vont prendre leurs instructions auprès du gouverneur. Là encore, il convient de se demander pourquoi l'administration s'intéresse particulièrement à ce groupe. Les Balali (parfois aussi nommés Lari) appartiennent au groupe des Bacongo (orthographié aussi Ba-kongo) ; le pays ba-congo s'étend sur les deux rives du Congo, aux alentours de Brazzaville au Moyen-Congo et de Léopoldville dans le Congo belge ; ainsi ils « contrôlent la plus grande partie de la frontière » (Balandier 1955c : 290), ce qui suffit déjà à les rendre dignes d'intérêt. De plus, il s'agit d'un groupe largement prédominant à Brazzaville (16 500 sur un total de 24 000 habitants que compte alors la capitale de l'AEF où il donne son nom à un quartier, Bacongo. En outre, « sa fraction la plus dynamique, les Ba-lali, aspire à une sorte de leadership sur toutes les ethnies

57. E. de Natoutes, Direction des Affaires politiques, lettre du 8 août 1949 au Gouverneur du Moyen-Congo, portant l'indication « confidentielle ». AEF/ GGAEF/5D103/ANOM.

du Sud, et suscite l'attention des autorités par les troubles auxquels il est mêlé de façon durable » (*ibid.* : 291).

S'appuyant sur les rapports administratifs, Balandier relate l'histoire des « changements d'ordre morphologique et d'ordre économique » (*ibid.* : 360sq.). En 1926-1928, un mouvement d'opposition commence à agiter le pays balali (*ibid.* : 389). En 1929, une campagne de passivité vis-à-vis des autorités administratives est lancée par une organisation nouvelle, l'Amicale<sup>58</sup>, créée par un certain André Matswa ; celui-ci est alors arrêté par l'administration (*ibid.* : 398). Lors de son procès en 1930, les habitants venus du centre urbain de Baongo provoquent de violents incidents dans les quartiers européens de Brazzaville. Se développe alors ce qu'on appelle « l'Affaire Ba-lali », c'est-à-dire « une dégradation des rapports entretenus avec les Européens qui donne lieu, selon les circonstances, à des crises d'une certaine gravité — comme cela advint avec la défaite de 1940 » (*ibid.*) En effet, apparaît alors un fort mouvement de protestation contre le recrutement de tirailleurs, et les gardes indigènes des régions de Boko et Pangala subissent des attaques à main armée. Après la mort en prison de Matswa en 1942, l'Amicalisme prend une forme religieuse et messianique, et aux élections de 1946-1947, Matswa, quoique décédé, obtient la majorité absolue des suffrages (Bernault 1996 : 156sq.) La population dans son ensemble fait ainsi preuve d'une hostilité durable à la colonisation, qui se manifeste notamment sur le plan économique, marquée par des refus de travailler ou d'implanter les cultures demandées par l'administration ou des stratégies de « coulage » de la production, voire des incitations à la grève<sup>59</sup>.

On comprend que les autorités, inquiètes devant ces désordres, soient préoccupées par une remise en ordre. Celle-ci implique un double travail de renseignement et d'interprétation permettant de comprendre la situation. Ceux-ci sont d'autant plus délicats à obtenir qu'il faut affronter le « mutisme qui met un mur » entre les Ba-kongo et les Européens, selon les termes d'un inspecteur général des colonies cité par Balandier (1955c : 406). C'est donc une « mission d'information » extrêmement politique qui est confiée aux chercheurs de l'IEC.

La mission, telle qu'elle est définie par l'administration, comprend donc deux volets, respectivement confiés au sociologue et au géographe : l'un davantage socio-politique, qui implique une analyse de l'organisation sociale, l'autre démographique et économique.

58. Il s'agit de la Société amicale des originaires de l'Afrique équatoriale française, créée à Paris en 1926, qui se développe rapidement en AEF, prenant une tournure anticoloniale.

59. Sur le contexte général des grèves de l'Après-guerre, voir COOPER (2004), notamment chapitre 3, « Un colonialisme de progrès ? »

- 1) Enquête sociologique
  - a) Organisation sociale des Balali
  - b) Les mouvements politico-religieux en pays Balali
  - c) Évolution de la société Balali
  - d) Documentation pour la carte ethnique du Moyen-Congo
  
- 2) Enquête de géographie humaine
  - a) Mouvement de population en relation avec la proximité de Brazzaville et le développement économique de l'AEF
  - b) Documentation pour la carte de densité de population du Moyen-Congo
  - c) Évolution économique au niveau du village ; transformation du droit foncier<sup>60</sup>.

Le travail du sociologue comporte ainsi une dimension générale de production d'instruments visant la mise en ordre du monde colonisé. En particulier, il doit contribuer à l'élaboration d'une carte ethnique qui constitue alors un des grands objectifs de l'IEC, comme d'ailleurs des centres de l'IFAN à Dakar ou au Cameroun<sup>61</sup>. De son côté, le géographe est mis à contribution pour une carte démographique et pour des analyses économiques. Les termes de la lettre par laquelle le gouverneur du Moyen-Congo recommande à ses subordonnés de faire bon accueil aux chercheurs de l'IEC montre bien qu'ils sont considérés comme appartenant à l'administration, si bien qu'on peut leur communiquer des documents confidentiels :

Je vous demande de faciliter aux deux membres de l'Institut d'études centrafricaines leur information et leur investigation. L'enquête dont ils ont été chargés est d'un intérêt tout particulier, elle n'est effectuée sous aucune optique politique préconçue et vise à dresser [...] une vaste synthèse des groupements de race lari. La connaissance que vous avez de ce pays sur le plan géographique, ethnique et démographique sera précieuse à MM. Balandier et Sautter, auxquels il conviendra d'une part d'ouvrir vos archives, d'autre part de faciliter leur travail par la mise à leur disposition d'un interprète et d'informateurs autochtones de confiance<sup>62</sup>.

Il est frappant de constater que tous les dossiers leur sont ouverts, ce qui contraste fortement avec la situation des ethnologues liés au musée du

60. « Mission d'information en pays Balali. Buts de la mission », (automne 1949), Direction des Affaires politiques, GGAEF/5D/103/ANOM.

61. Sur cette production d'instruments de mise en ordre à la fois politique et scientifique que sont les cartes ethniques, voir DE L'ESTOILE (2000 : 302-303).

62. Lettre du Gouverneur du Moyen-Congo, adressée aux chefs de région et chefs de district, 31/8/1949, Direction des Affaires politiques, GGAEF/5D/103/ANOM.

Trocadéro dans les années 1930<sup>63</sup>. Ainsi, Balandier (1949)<sup>64</sup> cite des rapports politiques contemporains de son séjour dans la région : cela confirme qu'ils sont accueillis non comme des chercheurs extérieurs à l'administration, mais bien comme des chargés de mission « à la demande du haut-commissaire ». D'autre part, l'accès au terrain est médiatisé par les représentants de l'administration, qui fournissent aux chercheurs des interprètes et « informateurs de confiance »<sup>65</sup>.

Contrairement au mythe commode (propagé par les anthropologues eux-mêmes) qui veut que l'administration coloniale ait été, par principe, « hostile » aux chercheurs, on voit ici les manifestations d'une confiance considérable faite aux sociologues de l'IEC. Cette confiance est sans doute en partie liée à des circonstances favorables, notamment la relation d'estime et d'amitié qui s'est nouée entre le chercheur et le haut-commissaire réformateur qu'est Bernard Cornut-Gentille, reposant sur une proximité d'orientation philosophico-politique et l'appartenance à des réseaux communs<sup>66</sup>. Elle n'en est pas moins significative d'une convergence autour d'intérêts communs.

Ce type de travail est similaire à celui que réalisent dans les mêmes années les autres chercheurs de l'IEC. Ainsi, le sociologue André Hauser réalise une mission en pays babinga (Trochain 1952 : 20) du 26 janvier au 23 mai 1951. Le compte rendu d'activités souligne le travail d'identification et de mise en ordre d'une réalité complexe et la façon dont l'enquête aboutit à un « plan d'organisation » :

Elle a porté sur les nombreux groupements Babinga qui peuplent la région de la Likouala. Son importance mérite d'être particulièrement signalée : elle atteint des groupes ethniques qui échappaient à l'attention des autorités administratives, leur comportement, aussi bien que leur habitat, les rendant d'accès difficile ; elle a permis d'enquêter précisément sur l'état d'assujettissement qui leur était imposé par les peuples [...] voisins et de proposer un plan d'organisation de cette intéressante minorité ; elle a enfin, sur le plan scientifique, apporté des documents précis concernant les Babinga du Congo français (*ibid.*).

63. D. Paulme évoquait ainsi sa propre difficulté d'accès aux archives judiciaires détenues par l'administration au Soudan français dans les années 1930 (entretien, Paris, 1991).

64. Voir « District de Mayama, Rap. de sept. 1949 », in *Sociologie actuelle* (BALANDIER 1955c : 361, n. 1). Il cite aussi un « questionnaire sur les sectes secrètes » daté de décembre 1949 (*ibid.* : 412). Les sources des chapitres sur les Ba-kongo dans *Sociologie actuelle* sont massivement des rapports de l'administration.

65. Ceux-ci sont surtout des notables locaux, mais aussi l'abbé Walker, auteur de travaux et hno graphiques. BALANDIER (1955c : 288) cite parmi ses informateurs le « chef "couronné" Bwâgo, vieillard renommé pour sa connaissance des coutumes ».

66. En 1958, quand B. Cornut-Gentille sera nommé ministre de la France d'outre-mer, Balandier fera partie de son cabinet (jusqu'en 1959). Voir à ce sujet GAILLARD (1988).

Si le travail de documentation demandé à la mission Balandier est standard, figure aussi au programme du sociologue une enquête plus spécifique sur « le messianisme Ba-congo et l'évolution de la société Balali ». Cette dernière enquête est liée à celles que réalise Balandier à Brazzaville auprès de ces mêmes populations. Entre l'enquête chez les Fang et celle en pays balali, Balandier a effectué, d'avril à juin 1949, une étude de la « psychologie du jeune évolué » à l'école des cadres de Brazzaville<sup>67</sup>. En mai et juin 1950, il enquête dans les centres urbains de Brazzaville, sur « l'adaptation de l'organisation sociale traditionnelle aux exigences économiques et politiques de la vie moderne ». Les enquêtes de Balandier et de son équipe portent à la fois sur l'analyse des quartiers, l'étude des mouvements de population et l'exode rural, l'analyse du syndicalisme, et la réalisation de tests psychologiques. Balandier mobilise des assistants africains ; dans *Sociologie des Brazzavilles noires*, il cite ainsi une « courte étude inédite », consacrée à une association de prostituées, de B. Manbéké-Boucher, qu'il décrit comme « un informateur chargé d'étudier ces groupements » (Balandier 1955c : 146-147).

Balandier n'est pas seul à réaliser ce type d'enquêtes en milieu urbain<sup>68</sup>. L'urbanisation est une préoccupation de l'administration, et les chercheurs partagent cette inquiétude devant un afflux jugé excessif. Certains, pour stopper l'exode rural, suggèrent « contrôle au départ, contrôle à l'arrivée avec refoulement » (Soret 1952 : 30). Les enquêtes urbaines sur les quartiers de Poto-Poto et Bacongo, lancées par Balandier, seront poursuivies dans les années suivantes par Pauvert, Soret et Hauser (Pauvert 1951 : 81). Ainsi, Marcel Soret réalise de 1951 à 1954 une série d'enquêtes démographiques et sociologiques, à Brazzaville et d'autres villes, qui donnent lieu à des rapports, puis à une synthèse publiée par l'IEC<sup>69</sup>. Pauvert (*ibid.* : 82) étudie

67. Lors de la Conférence internationale des Africains de l'Ouest, en 1949, G. Balandier présente ainsi une communication intitulée « Approche psychologique du jeune noir d'AEF » (publié sous le titre « Approche psychologique des jeunes évolués de Brazzaville », dans *Proceedings of the III<sup>e</sup> International West African Conference*, Lagos, Nigerian Museum, [1949], 1933, pp. 337-355). Il publie aussi « Évolution, évolués au Gabon et au Moyen-Congo », *France Outre-Mer*, 234, 1949, pp. 322-323 ou, de caractère plus général, « Évolution de la société et de l'Homme dans l'Afrique équatoriale française », *Encyclopédie Coloniale & maritime*, Paris, 1950, pp. 125-132, ainsi que *Ethnologie et étude de la personnalité*, Brazzaville, IEC, 1948, 24 p. multigr.

68. Il revendique la primauté dans *Sociologie des Brazzavilles noires* : « Notre enquête est la première quant au domaine "français" et a induit des recherches de même nature, en cours de réalisation » (BALANDIER 1955c : 273).

69. M. Soret, *Aspects démographiques de Brazzaville : état de la population de Bacongo*, Brazzaville, IEC, 1951, 50 p., multigr ; « Dolisie : étude démographique », Brazzaville, IEC, 1952, 53 p. multigr ; *Problèmes de démographie urbaine au Moyen-Congo*, Brazzaville, IEC, 1953, 25 p. multigr. ; *Étude sur la main d'œuvre sans emploi dans les agglomérations*

« les phénomènes d'évolution psychologique ainsi que les faits de contact entre blancs et noirs à Brazzaville ». Balandier (1955a) utilise abondamment ces enquêtes de l'IEC dans *Sociologie des Brazzavilles noires*.

Là encore, des enquêtes urbaines sont lancées simultanément dans les différents territoires de l'AEF, notamment à Fort-Lamy (Tchad) et Bangui (Oubangui-Chari). Jean-Paul Leboeuf, fidèle compagnon de Griaule, représentant par excellence d'une ethnologie africaniste tournée vers le passé<sup>70</sup>, a lui aussi été amené, à la demande de l'administration, à travailler sur les problèmes urbains :

Certaines nécessités administratives se présentant, l'objectif des missions s'est augmenté, dès 1949, de l'étude des centres urbains du Tchad et de l'Oubangui-Chari. Fort-Lamy et Bangui ont fait l'objet d'enquêtes au cours desquelles ont été observées plus particulièrement le peuplement et l'établissement des différents groupes dans les quartiers, la répartition des activités techniques suivant l'ethnie, le mariage, le problème religieux et les incidences de la conversion au christianisme, et d'une façon générale, l'évolution et les aspirations des peuples représentés dans ces deux centres (Leboeuf 1953 : 307).

De façon significative, le compte rendu des études de Leboeuf (1951a, b), paru dans le *Bulletin de l'IEC*, établit un parallèle avec les travaux de Balandier et évoque la possible émergence d'un « nouveau style de recherches sociologiques ». Selon ce compte rendu, l'ouvrage de Leboeuf « traduit le passage, délicat et difficile à expliciter, de l'ethnologie à la sociologie, et retrouve un nouveau sens dans la recherche de cet ordre : celui de l'intérêt pratique, direct, pour l'administration de la France d'Outre-Mer »<sup>71</sup>.

Ainsi, c'est bien, selon la formule de Weber, le déplacement des « problèmes pratiques » qui entraîne des changements dans « la façon de poser les problèmes » et la « critique de la construction des concepts ». Comme l'écrit Balandier (1955a : 12) : « On ne peut douter qu'un domaine aussi instable [...] soit favorable, par les observations nouvelles qu'il permet, au progrès de la pensée sociologique ». Ce n'est pas moins que l'émergence annoncée d'une recomposition disciplinaire des savoirs sur l'Afrique qui est en jeu ici, allant de pair avec une redéfinition du rôle des chercheurs de spécialistes du monde africain en experts du développement et de la modernisation coloniale.

---

*africaines de Brazzaville et sur les possibilités de son utilisation*, Brazzaville, IEC, 1954, 32 p. multigr. Ces diverses enquêtes sont reprises dans M. SORET (1954).

70. Leboeuf, qui a participé à plusieurs missions dirigées par Griaule dans les années 1930, a notamment réalisé des fouilles archéologiques. Voir pour un exemple paradigmatique d'une ethnologie « antiquaire », visant à une archéologie des civilisations disparues, LEBEUF & MASSON DETOURBET (1950).

71. Compte rendu non signé, *Bulletin de l'IEC*, 6, 1953, pp. 345-346.

## Une nouvelle discipline ? De la critique de l'ethnologie africaniste à la sociologie actuelle de l'Afrique noire

L'enjeu des discussions autour de la « sociologie appliquée » et de ses rapports avec l'ethnologie traditionnelle est de définir un nouveau « domaine de compétence », tant du point de vue de la division du travail de connaissance entre disciplines et de la définition de leurs objets, que de celui de l'expertise sur les domaines concernés par les programmes de développement et de modernisation alors à l'ordre du jour dans les colonies.

En introduction à *Villages gabonais*, Balandier affirme avoir « hésité à laisser imprimer le présent travail », car il s'agissait d'un « “document” destiné au départ à éclairer la politique de l'administration locale en matière d'action au Gabon, en faveur des populations rurales ». Il évoque les usages multiples auxquels donna lieu ce rapport officiel :

Ce travail, à l'époque où il n'était que dactylographié, nous a été fréquemment demandé. Certains y recouraient comme à une étude d'ensemble commode à utiliser, d'autres y cherchaient des faits ou des chiffres épars dans les rapports administratifs... ou pas encore recueillis ; d'autres, enfin, s'efforçaient d'y trouver la preuve d'une possible et fructueuse collaboration de l'action administrative et de la recherche sociologique. L'intérêt qui fut alors manifesté, l'obligation (combien de fois fut-elle exprimée !) de « sortir » des documents récents relatifs aux populations d'AEF nous ont fait envisager l'édition de celui-ci (Balandier & Pauvert 1952 : 5).

Au-delà de sa dimension d'instrument de bord administratif (synthèse de faits et de chiffres produits par l'administration et les chercheurs), la publication possède aussi une dimension de légitimation du travail des chercheurs dans le contexte d'un office de recherche appliquée. Cette circulation entre objectivation administrative et objectivation scientifique était précisément une des caractéristiques constitutives du savoir colonial sur les populations indigènes. Balandier revendique la dimension scientifique de son travail, qu'il présente comme une esquisse, certes inachevée, mais significative de l'analyse « totale » de la situation des populations qu'il préconise (référence implicite à la notion maussienne de « fait social total ») :

Nous avons exposé les problèmes que posent ceux-ci, en fonction de l'actuelle situation des peuples gabonais, et envisagé les solutions proposées par les autorités indigènes ou administratives. Mais une telle étude, si elle n'obéit pas aux principes stricts de l'exposé purement scientifique, n'en a pas moins exigé une analyse aux aspects multiples : démographiques (chute du chiffre de la population et effritement des villages, déplacement vers les centres d'attraction), économiques (une économie riche peut seule empêcher la

désintégration du village que suscitent des causes magiques, politiques, etc.), structurel (systèmes de parenté, organisations familiales, structure et topographie du village sont restés étroitement liés), psychologique (quel problème se pose le villageois ? quelles solutions imagine-t-il ?). C'est dire que nous avons voulu approcher le fait dans sa totalité, si nous n'avons pu donner au développement l'ampleur qu'il aurait exigé (*ibid.*).

Ainsi, Balandier souligne que l'enquête à visée pratique a produit un savoir positif qui permet une mise en ordre non seulement cognitive, mais aussi pratique. Il revendique « la réelle efficacité d'une sociologie réellement "engagée" » tout en rendant hommage au haut-commissaire (Balandier 1949b : 64). La publication du rapport comme document de l'IEC a donc aussi valeur de manifeste d'une sociologie engagée au service d'un programme volontariste de développement économique et social. Balandier affirme ainsi la convergence entre « intérêt pratique » et « intérêt scientifique » : ce sont en effet les mêmes « problèmes » qui *intéressent* les sociologues et l'administration.

Cette « société présente », dans le cas des peuples colonisés, est grosse de problèmes plus ou moins complexes, plus ou moins urgents ; et ceux-ci intéressent également l'administration et le sociologue. Celle-là parce qu'elle doit raisonner son action politique, apporter des « solutions ». Celui-ci, parce que les « situations de crise » constituent [...] un lieu privilégié d'observation [...] parce que c'est là le seul lieu où l'on puisse saisir l'évolution des structures sociales indigènes mises en situation coloniale » (Balandier, in Balandier & Pauvert 1952 : 6).

Ainsi, orientation vers le présent et perspective appliquée vont de pair :

Cette rencontre de l'action politique et de la recherche sociologique est [...] une collaboration acceptée et nécessaire. De plus en plus le champ de la sociologie appliquée s'élargit ; c'est une conséquence de l'orientation volontaire vers la réalité présente (*ibid.* : 6).

Ce qui donne pour Balandier son caractère exemplaire à cette expérience, c'est qu'elle se caractérise par l'interaction aux différents stades, tant celui de la production de connaissance qu'à celui de la mise en place d'une politique de développement fondée sur la science, grâce à l'appui d'autorités coloniales éclairées et d'élites africaines modernistes :

Avec une telle orientation, la participation réelle du sociologue à la résolution des problèmes politiques s'avère non seulement possible, mais fructueuse. C'est ce que l'édition du présent travail prétend, aussi, manifester. Participation des diverses « autorités » (indigènes et européennes) à l'enquête, du sociologue à la réalisation ; on ne peut imaginer collaboration plus complète. Elle fut possible grâce à l'esprit novateur de M. Cornut-Gentille (*ibid.* : 6)

Comme Malinowski, Balandier — jetant en passant une pierre dans le jardin de Griaule — présente comme plus féconde pour la recherche la confrontation aux problèmes pratiques que l'orientation de l'ethnologie vers la reconstruction d'un passé largement inaccessible, et donc, ayant toutes les chances d'être un artefact :

Le sociologue ne déçoit pas parce qu'il tient compte de certaines exigences pratiques. Il est bien plus au vif du fait social lorsqu'il étudie, par exemple les problèmes politiques et économiques que pose l'actuel village fang que lorsqu'il « recoud » des fragments péniblement rassemblés pour reconstituer un culte disparu (*ibid.*).

En 1955, le titre que Georges Balandier donne à la version publiée de sa thèse, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, résonne comme un manifeste, en revendiquant au nom de la sociologie le territoire africain, contre le monopole jusque-là exercé par l'ethnologie. Nous avons déjà noté le passage de l'appellation « ethnologie » à « sociologie appliquée » pour désigner le centre de recherche. Cette dénomination est reprise à leur compte par un certain nombre de chercheurs, qui se définissent, afin de marquer nettement leur différence avec la tradition africaniste, comme « sociologues » plutôt qu'ethnologues.

Le gouverneur Hubert Deschamps est un représentant des réformateurs coloniaux éclairés, croyant à la possibilité d'une réforme coloniale rationnelle ; il est alors secrétaire général du Conseil directeur des sciences humaines à l'ORSTOM. Rendant compte en 1956 des travaux de Balandier, il associe lui aussi l'emploi du terme « sociologie » et l'étude des « problèmes actuels » :

La démarche de Balandier [...] se relie aux profondes transformations sociales et politiques de l'après-guerre, et notamment à la crise de la colonisation. Les ethnologues se trouvent aujourd'hui confrontés, non plus à des sociétés cloisonnées et immobiles, mais avec un monde mouvant, où jouent les influences planétaires et qui pose des problèmes essentiellement pratiques. Dès lors la frontière entre ethnologie et sociologie n'a plus de sens. [...] D'où l'usage du mot sociologie au sens large (Deschamps 1956 : 143).

Deschamps entend précisément favoriser ce courant grâce au Conseil supérieur des recherches sociologiques outre-mer, créé en 1951 sur le modèle du CSSRC britannique, qu'il anime<sup>72</sup>.

La position centrale progressivement acquise par Balandier a rétrospectivement contribué à éclipser le fait qu'il s'inscrit alors au sein d'un mouvement plus vaste chez un certain

72. Le Conseil publié à partir de 1955 une collection intitulée « L'Homme d'outre-Mer ».

nombre de jeunes chercheurs de l'IFAN ou de l'ORSTOM dans l'Après-guerre, qui mobilisent les modèles de l'anthropologie sociale britannique contre l'école africaniste française associée au nom de Griaule (de Suremain 2004). Le sentiment d'un violent décalage entre l'image romantique d'une Afrique hors de l'histoire, véhiculée par le primitivisme africaniste, et la réalité rencontrée sur le terrain, est ainsi exprimé de façon saisissante par un autre chercheur, Jean-Paul Nicolas, alors directeur du centre IFAN du Cameroun : Lorsque pour la première fois l'on arrive en Afrique, après avoir suivi l'enseignement en anthropologie des universités françaises, on éprouve un curieux sentiment de désillusion. Ou bien la ville coloniale ne correspond pas à vos espérances, parce que encore trop sale et pas assez européanisée, ou bien la brousse n'est plus la brousse classique de nos rêves. Elle est trop évoluée, trop pénétrée d'idées et de matériel que l'on rencontre aussi bien ici qu'en Europe ou aux USA. On nous a appris que l'Africain cultivait son sol avec un bâton, et nous sommes très forts pour reconnaître un bâton à fouir du Soudan ou d'Afrique du Sud, mais on ne nous a pas dit un mot des Africains qui conduisent des caterpillars, écrasant la brousse et abattant des arbres en moins de temps qu'il ne fallait à un de ses *[sic]* ancêtres pour se fabriquer le fameux bâton à cultiver (Nicolas 1948 : 5).

Ce texte ironise sur le caractère inadéquat de l'orientation vers la culture matérielle traditionnelle, caractéristique du lien entre la discipline ethnologique et le musée (de L'Estoile 2007 : chap. 3-4), pour comprendre l'Afrique contemporaine, jetée presque d'un coup dans la modernité, symbolisée par la mécanisation et l'américanisation. De façon caractéristique, Nicolas éprouve lui aussi le besoin d'utiliser, pour désigner le savoir qu'il appelle de ses vœux, un autre terme que celui d'ethnologie, qui renvoie à la définition française incarnée par le musée de l'Homme. Il emploie ainsi celui d'anthropologie au sens britannique, comme il le justifie dans une note<sup>73</sup>. De même, Paul Mercier (1951 : 8), dans les *Tâches de la sociologie*, où il définit un programme pour « l'actuelle sociologie africaine » à l'IFAN de Dakar<sup>74</sup>, évoque son insatisfaction face à la tradition ethnologique française dans laquelle il a été formé. Mercier justifie la constitution de ce qu'il appelle la « sociologie des peuples dépendants » en reprenant à son compte l'argumentaire que Malinowski développa vingt ans plus tôt à propos de « l'anthropologie pratique » :

L'extension de l'influence occidentale rend maintenant vaine la recherche de sociétés qui soient restées dans l'isolement. Il est indispensable de connaître, de reconstituer, mais il faut se garder de se limiter à une « ethnologie d'antiquaires » (Malinowski). La sociologie

73. « Le terme d'anthropologie est ici utilisé dans son sens anglais, qui est beaucoup plus large que le français et englobe la totalité des sciences humaines ayant trait à l'homme contemporain » (note originale). Le terme « anthropologie » en France renvoie alors à l'anthropologie physique (NICOLAS 1948 : 5).

74. Paul Mercier et G. Balandier étaient amis depuis qu'ils s'étaient connus au Lycée Colbert à Paris. Ils travaillèrent ensemble à l'IFAN de Dakar en 1946.

des peuples dépendants [...] a trouvé la voie de son progrès dans l'étude des situations concrètes et présentes (*ibid.* : 7).

Cette dénonciation de l'ethnologie comme inadaptée et inapte à saisir les évolutions en Afrique prolonge les critiques d'un certain nombre de réformateurs coloniaux des années 1930, qui se plaignaient justement des limites de l'ethnographie telle qu'elle était alors en train de se développer, notamment autour de l'Institut d'ethnologie et du musée d'ethnographie, et en Afrique, autour des missions Griaule. Ainsi, lors de l'Exposition coloniale de 1931, Robert Delavignette, ancien administrateur des colonies et futur directeur de l'École coloniale, soulignant la nécessité d'une « connaissance des mentalités » indigènes, disait : « Il semble toutefois que les recherches soient limitées par l'influence d'une science — l'ethnographie — qui les avait renouvelées » (Delavignette 1931 : 555). En effet, Delavignette reproche aux ethnographes de s'intéresser essentiellement au « primitif », comme représentant un stade de l'humanité archaïque, et pas à l'évolution actuelle des indigènes. Il affirme qu'au contraire, les administrateurs, eux, s'intéressent aux indigènes qui évoluent :

Le colonial est un homme [...] pour qui l'indigène est divers, pour qui l'indigène évolue. Il y a dans la même colonie des mentalités indigènes qui sont très différentes les unes des autres, qui varient avec le pays et la race, et il y a aussi des mentalités indigènes coloniales qui sont nées d'un milieu nouveau — la colonie (*ibid.* : 556).

Delavignette appelle donc à prendre en compte cette réalité coloniale nouvelle oubliée par l'ethnographie savante. Il est surprenant que, près de vingt ans après, de jeunes chercheurs comme Mercier, Nicolas et Balandier, renouent avec ce thème et proclament à leur tour la « mort du primitif » — titre d'une section du texte de Mercier —, en insistant sur le fait qu'il faut adopter une approche « dynamique » des sociétés africaines, même si le terme de « psychologie » s'est désormais substitué à celui, Lévy-bruhlien, de « mentalité ». Ainsi, le directeur du centre IFAN du Cameroun, Nicolas (1948 : 7) affirme que « la société intacte de toute occidentalisation, enfant chérie des ethnologues de l'école française, non encore touchée par les missions, par l'industrialisation, par les voies de communication », est une « société relique » pratiquement disparue. Mercier souligne en 1951 les apories du primitivisme ethnologique ; il affirme ainsi que c'est non par des caractéristiques intrinsèques, ou en les définissant de façon privative par un manque par rapport aux sociétés occidentales, mais bien par leur position dans un système d'interdépendance, que l'on peut désigner les populations qu'étudient les ethnologues :

Ainsi, ce qui les caractérise mieux que les expressions : sociétés sans écriture ou sociétés sans machinisme, c'est le critère positif de la dépendance. Il se trouve que ces populations ont pu être placées dans une position de dépendance, et le plus souvent politiquement dominées, à cause de certaines carences de leur développement technique et de leur organisation sociale. Mais l'essentiel des problèmes que pose actuellement leur étude concrète tend à découler de cette situation même qui les a conduites aux crises souvent profondes qu'elles traversent (Mercier 1951 : 43).

Si le terme de « situation coloniale » n'apparaît pas ici, Mercier en propose de fait une analyse sociologique. Il souligne aussi le lien entre la situation de dépendance et la nouvelle orientation du savoir ethnologique : « L'ethnologie s'est orientée vers la pratique parce que les populations non occidentales sont toutes devenues des populations dépendantes ou sont passées par cet état » (*ibid.* : 42).

Balandier (1950 : 76) apparaît ainsi dans une perspective très proche quand il s'efforce de définir une « sociologie des peuples colonisés [...] et les résultats, pratiques et théoriques, que l'on peut espérer d'une telle discipline ». Balandier (1951a : 44), évoquant « une phase technicienne de la colonisation, faisant suite à la phase politico-administrative » a défini une nouvelle gouvernementalité, reprenant le langage de la rationalisation réformatrice de l'Entre-deux-guerres et attribuant aux sciences sociales une place centrale. Faisant en 1950 le bilan d'une confrontation avec les travaux de ses collègues britanniques lors d'une conférence, Balandier les propose en modèle :

Les recherches africaines prennent une orientation pratique ; c'est particulièrement net dans le cas des sciences humaines. L'ethnologie, centrée sur la notion de « primitif », cède le pas à une sociologie préoccupée par l'évolution des sociétés africaines, et par les problèmes actuels que posent celles-ci. Et nous sommes heureux de voir les jeunes chercheurs français suivre, maintenant, avec quelque retard par rapport à leurs collègues anglais, cette voie (Balandier 1950c : 76).

Paul Mercier veut lui aussi convaincre les autorités coloniales du caractère indispensable d'une collaboration avec les chercheurs, et propose la création d'un centre de recherches en sciences sociales. Il emprunte aux anthropologues britanniques le thème du « *social engineering* » dans lequel s'associent une administration rationnelle, orientée vers la modernisation de l'Afrique, et une science attachée à la résolution des problèmes concrets.

Si l'administration des territoires d'outre-mer est soucieuse de faciliter l'évolution des peuples africains et leur intégration au monde moderne, elle doit s'assurer le bénéfice de « l'information technique » du sociologue, dans le cadre d'une coopération organisée.

[...] Technique sociale, elle se doit de bénéficier de la documentation rassemblée par les sciences sociales. La preuve a été faite que la sociologie peut apporter sa contribution à la solution de problèmes pratiques. Il reste à étendre et à systématiser cette contribution (Mercier 1951 : 48).

Le choix des termes est significatif : de même que la technique s'appuie sur la science, de même cette « technique sociale » qu'est l'administration des populations doit s'appuyer sur les sciences sociales. Mercier formule l'espoir qu'intérêts pratiques et « intérêts académiques », loin d'être opposés, se renforcent mutuellement. Tout comme Malinowski avant lui, Mercier appelle de ses vœux :

L'établissement en commun d'un programme de travail : les problèmes choisis le seront à la fois pour leur intérêt théorique — point de vue du sociologue — et pour leur intérêt pratique — point de vue du praticien. Par exemple : l'évolution actuelle des chefferies, ou : l'évolution de la famille dans les nouveaux groupements urbains (*ibid.* : 46).

L'orientation pratique de cette nouvelle discipline qu'est la sociologie des peuples dépendants est ainsi fortement affirmée. Plus précisément, comme Malinowski (1929, 1930, 1938 ; de L'Estoile 1994) le proposait quelques années plus tôt, c'est le fait que la prise en compte des problèmes pratiques est une source d'innovation théorique qui est défendue avec vigueur. Nicolas, lui aussi, fait appel à l'anthropologie pratique de Malinowski comme modèle à suivre, en regrettant le retard français en ce domaine :

En France, l'école d'anthropologie appliquée a beaucoup de peine à prendre pied, peut-être parce que nous sommes encore sous l'emprise des grands maîtres français de l'ethnologie classique comme Lévy-Bruhl ou Mauss. [...] On a longtemps admis le caractère permanent et indéformable de la société qui se recrée ou tend à se recréer sur le mode ancestral, caractère justifiant une étude approfondie de la société sous toutes ses formes et dont nous sommes encore loin d'avoir tout épuisé [...]. On voit ici apparaître l'opposition promise à un bel avenir entre « ethnologie classique » et étude du présent. Nicolas a recours au même schème d'opposition que Balandier, entre statique et dynamique : Nous voyons immédiatement s'ouvrir devant nous un champ infini d'investigations, certes beaucoup plus complexe que dans le premier cas de l'analyse pure et simple de la société ancestrale, mais infiniment plus fertile par la moisson de renseignements d'ordre pratique que nous pouvons en tirer. La psychologie sociale statique a été bien étudiée par les auteurs français, mais la psychologie sociale dynamique reste à décrire (Nicolas 1948 : 15).

On pourrait faire l'hypothèse qu'il ne s'agit là que d'un discours de circonstance à destination des autorités coloniales, dans la mesure où le texte

de Nicolas est un plaidoyer pour la création d'un centre de recherches. Une telle interprétation manquerait pourtant le mélange de fascination pour la modernité africaine et de nostalgie pour une Afrique sur le point de disparaître qui caractérise ces chercheurs. On peut comparer leur position à l'adhésion des chercheurs du Rhodes Livingstone Institute à un modèle orienté vers le futur, et leur sentiment d'assister à « l'émergence » d'une nouvelle société africaine (Ferguson 1999).

Ainsi, les chercheurs français de l'IFAN se trouvent dans l'après 1945 dans des conditions structurellement homologues à celles des Britanniques engagés dans les années 1930 dans l'étude des problèmes de la colonisation. L'International Institute of African Languages and Cultures (IIALC) avait lancé un important plan de recherche financé par la Fondation Rockefeller portant sur les effets sur la cohésion des sociétés africaines des changements liés à l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale<sup>75</sup>. Le plan de recherche de l'IIALC joue, à partir de 1932, un rôle important dans l'émergence d'un nouveau problème scientifique, celui du « *culture contact* », qui apparaît comme la traduction scientifique du problème des effets de la colonisation sur les sociétés indigènes (de L'Estoile 2004 : chap. 4). Le séminaire de Malinowski à la London School of Economics (LSE) est l'un des principaux lieux d'élaboration de nouvelles méthodes pour l'approche du « *culture contact* ». Une série d'articles est publiée sur ce thème dans *Africa*, puis reprise en 1938, en un volume intitulé *Methods of Study of Culture Contact in Africa*, précédé par une longue introduction de Malinowski (1938), « The Anthropology of Changing African Cultures ». Cet ensemble de travaux devient pour les chercheurs des instituts coloniaux français une référence obligée. Cet intérêt nouveau est sensible dans la présentation de l'anthropologie britannique que fait Paul-Henri Chombart de Lauwe (1948 : 91) dans la *Revue de géographie humaine et d'ethnologie* :

Sans perdre de vue le côté scientifique, l'anthropologie anglaise est très pratique dans ses buts et ses méthodes. Dans beaucoup de territoires, des ethnologues spécialisés sont les conseillers de l'administration, et leurs études sont largement utilisées dans l'orientation de la politique indigène.

Soulignant que « des ethnologues spécialisés sont les conseillers de l'Administration, et leur études sont largement utilisées dans l'orientation de la politique indigène », Chombart de Lauwe conclut que :

---

75. [Anonyme], « A Five-Year Plan of Research », *Africa*, V (1), 1932.

Les spécialistes français envoyés sur le terrain par l'Office de la Recherche Scientifique Coloniale, ou l'IFAN de Dakar, auront constamment à garder le contact avec leurs collègues anglais ayant participé au plan de recherches de 5 ans sur les effets de la civilisation européenne sur la Culture africaine (*ibid.*)<sup>76</sup>.

Les Britanniques fournissent donc un modèle, dont la légitimité est confirmée par le rapide développement de la discipline à l'université après guerre. Ainsi, écrit Balandier (1947 : 47) :

Les pays anglo-saxons ont donné à leurs anthropologues [*sic*] non seulement un rôle de savants, mais aussi un rôle de praticiens. Il s'agit d'examiner les conditions d'une ethnologie pratique, et dans ce but d'examiner les insuffisances de l'ethnologie traditionnelle.

Le terme d'ethnologie pratique est bien entendu une reprise du terme de Malinowski. De même, J.-P. Nicolas (1948) cite longuement l'article « Practical Anthropology » de Malinowski, pour expliquer les difficultés qui ont « retardé le développement de l'anthropologie appliquée ». Dans le chapitre qui ouvre *Sociologie actuelle de l'Afrique noire* — version remaniée de son article de 1951 —, Balandier (1955c : 22-27) consacre six pages à Malinowski et à sa critique, reprenant à son compte celle de Gluckman. Cette référence à l'anthropologie britannique s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de professionnalisation, qui implique la définition d'une position propre pour un nouveau type de chercheur spécialiste des phénomènes sociaux coloniaux :

Le temps de l'ethnographe amateur est passé [...] le champ est au spécialiste, utilisant des techniques de plus en plus précises. [...] Comme dans tous les domaines où s'est perfectionnée et compliquée la technique de recherche, l'empirisme doit céder (Mercier 1951 : 12).

Autrement dit, l'importation de techniques de recherche nouvelles est associée à l'adoption d'une posture de chercheur professionnel soumettant ses travaux à la validation de ses pairs et revendiquant son expertise à l'égard des administrations coloniales<sup>77</sup>. Le modèle britannique légitime la position d'un chercheur analysant les problèmes sociaux qui intéressent les administrateurs de façon « scientifique », permettant donc d'affirmer à la fois convergence d'intérêts, justifiant une alliance, et revendication d'autonomie. Mercier poursuit :

76. Chombart de Lauwe est alors en train de passer du terrain africaniste à l'étude des problèmes urbains en France.

77. On retrouve un plaidoyer semblable pour la professionnalisation dans le texte cité de J. P. NICOLAS (1948).

À ceux qui craignaient que les soucis d'application nuisent au développement même des études sociologiques ou d'anthropologie sociale, les faits ont apporté un démenti. Les dernières décades ont connu une riche floraison d'œuvres originales, entreprises pour fournir les éléments de solutions pratiques. Citons en seulement quelques-unes : *Reaction to Conquest* de M. Hunter, *The Nuba*, de S. F. Nadel, *Western Civilization and the Natives of South Africa*, sous la direction de I. Schapera, *Law and Authority in a Nigerian Tribe*, de Meek. Leur origine n'a aucunement nui à leur valeur théorique. Les administrateurs, les éducateurs, les élites africaines, en ont pourtant tiré grand bénéfice. Tous ceux qui se préoccupent de l'avenir des sociétés africaines ne peuvent que souhaiter de semblables développements dans tous les territoires, et spécialement en AOF (Mercier 1951 : 48).

Ce passage montre comment l'emprunt de références théoriques, de notions et de techniques, prend tout son sens dans une stratégie de justification d'une posture pour les chercheurs en sciences sociales dans les colonies permettant de concilier expertise et science : il s'agit de démontrer qu'il est possible de produire un savoir à vocation pratique qui ait en même temps une valeur théorique. Le recours à l'anthropologie britannique a dans ce contexte un rôle stratégique. Il n'est pas étonnant que le *Bulletin de l'IEC* compte un grand nombre de comptes rendus de travaux britanniques<sup>78</sup>.

Mercier, proposant d'adopter ce qu'il appelle un « point de vue dynamique » sur l'acculturation, s'appuie notamment sur le mémorandum de 1938, *Methods of Study of Culture Contact*, qu'il combine avec les approches nord-américaines de l'acculturation. Le thème du « contact culturel », importé, devient, pour un temps au moins, un problème légitime. En 1953, dans la synthèse qui paraît sur l'*Ethnologie de l'Union Française*, un chapitre entier est ainsi consacré au « problème des contacts culturels » (Leroi-Gourhan & Poirier 1953). La référence britannique fournit une caution de scientificité, qui laisse ouverte la possibilité d'une future carrière de chercheur dans les institutions scientifiques métropolitaines.

En 1931, Delavignette formulait aussi le vœu que les administrateurs formés par l'École coloniale soient des « homme habiles à tâter le pouls de l'opinion indigène ». Mais si cette tâche doit être celle de tous les administrateurs, il est souhaitable, ajoutait-il, que certains s'y spécialisent. Il suggérait de désigner « dans chaque colonie, un fonctionnaire choisi, [...] qui connaîtrait la langue dominante du pays, qui ferait des tournées véritables, des « tournées sans but » et qui serait le clinicien des sociétés locales ». C'est précisément ce

78. Ainsi, J. C. PAUVERT (1951) rend compte dans le *Bulletin de l'IEC*, 2, 1951, pp. 112-114, de publications du Rhodes Livingstone Institute et du *Rhodes Livingstone Journal* ; de *African Political Systems* ; de *The Web of Kinship among the Tallensi* (Fortes) ; de *Land, Labour and Diet in Northern Rhodesia* (Richards). G. Balandier rend compte de l'*Ashanti Social Survey* de M. Fortes et rédige un essai sur l'anthropologie britannique dans *Critique*.

rôle de spécialistes « habiles à tâter le pouls de l'opinion indigène » afin de prévenir les « socio-pathologies » qui, près de vingt ans plus tard, est affecté à Georges Balandier et ses collègues de l'IEC. Il est significatif que Balandier ait recours au même champ sémantique, attribuant au sociologue la tâche de réaliser une « analyse clinique »<sup>79</sup>.

Du Moyen-Congo à la Sorbonne :  
montée en généralité et carrière scientifique

Nous pouvons pour finir revenir sur la trajectoire singulière de Balandier, et sur son insertion dans différents réseaux et univers d'interlocution, qui donnent à ses écrits leurs caractéristiques propres. Balandier, comme Paul Mercier, fait partie de la génération qui bénéficie de l'essor de la recherche coloniale dans l'immédiat Après-guerre, impulsé par les programmes de développement économique et social. Jeune instituteur, il passe au musée de l'Homme pendant la guerre<sup>80</sup>. C'est grâce à Robert Delavignette, alors directeur de l'École coloniale, dont il a fait connaissance à la Libération, que Balandier trouve au musée de l'Homme un poste d'« attaché aux collections » du département Afrique<sup>81</sup>. Par l'intermédiaire de Michel Leiris, qui lui présente Éluard, Caillois, Bataille, Nadeau, et Sartre, il entre dans un nouveau réseau, celui du monde intellectuel parisien. Il est associé à la création de la revue *Présence Africaine*, écrivant dans plusieurs numéros. En 1946, il obtient un poste de chargé de recherche à l'IFAN, et part au Sénégal. En 1947, il prend la direction du centre IFAN de Conakry, en Guinée et fonde la revue *Études Guinéennes*. Il est donc inséré à la fois dans un réseau intellectuel métropolitain, dans des réseaux de recherche et dans les réseaux de l'administration coloniale. C'est cette appartenance simultanée à différents réseaux qui permet de comprendre la diversité de son œuvre.

Ainsi, on peut distinguer, au début des années 1950, deux versants dans la production de Balandier, qui se trouvent en relation étroite, quoique pas

79. « Ce fait impose au sociologue une méthode d'analyse en quelque sorte clinique » (BALANDIER 1955c : 27).

80. D. Paulme raconte avoir reçu pendant la guerre la visite de Balandier et Mercier qui souhaitaient « échapper au S.T.O », et les avoir adressés à G. H. Rivière : « Ils étaient étudiants et ils voulaient échapper au service du travail obligatoire en Allemagne [...] alors ils sont venus me trouver en me demandant si je connaissais une planque quelconque [...] ; alors je les ai envoyés chez Georges Henri Rivière aux ATP, qui lui pratiquait ça en grand et envoyait des garçons dans des fermes, à la campagne » (entretien avec D. Paulme, Paris, 1991).

81. À la mort de R. Delavignette en 1976, Balandier publiera un témoignage amical (*Le Monde*, 10 février 1976), cité par COPANS (2001 : 42, n. 1).

toujours explicite : un versant « administratif », du côté des intérêts pratiques, et un versant « théorique » du côté des intérêts académiques. De ce point de vue, l'œuvre de Balandier à cette époque illustre une caractéristique plus générale du savoir colonial : précisément sa circulation dans des lieux et des réseaux différents. Ce qui est d'abord un rapport rédigé à l'intention des autorités coloniales, recyclant du savoir administratif, fournit le matériau d'une contribution théorique à la sociologie. Ainsi, la mission chez les Fang, qui donne d'abord lieu à un rapport au haut-commissaire, fait peu après l'objet d'une communication à la Conférence internationale des Africanistes de l'Ouest, réunie au Nigéria, du 12 au 21 décembre 1949, sous le titre « Le regroupement clanique et sa signification politique chez les Fang du Gabon » (Balandier 1950c : 79-80). Balandier présente à ce même congrès deux autres communications issues de ses enquêtes pour le compte de l'administration : « Naissance d'un mouvement politico-religieux chez les Ba-kongo du Moyen-Congo » et « Approche psychologique des jeunes évolués d'AEF », qui donneront aussi lieu à publication.<sup>82</sup>

Le recyclage des enquêtes dans des écrits de statut différent reflète la circulation des chercheurs entre différents espaces. On a souligné les relations étroites de Balandier avec le haut-commissaire de l'AEF. Dans le même temps, tentant d'échapper au statut marginal de sociologue colonial, il s'efforce de développer ses réseaux dans les milieux intellectuels et scientifiques métropolitains, comme l'indique le compte rendu de l'IEC :

M. Balandier a profité de son séjour prolongé en France pour faire connaître le travail de la Section et établir des liaisons avec divers organismes : Collège de France, VI<sup>e</sup> section des Hautes Études (Sciences économiques et sociales), Centre d'Études Sociologiques, Fondation des Sciences Politiques, département des Sciences sociales de l'UNESCO. Il a donné divers cours relatifs aux recherches faites et aux buts de l'anthropologie appliquée (Trochain 1951 : 23).

Pendant son séjour en France, Balandier poursuit son double investissement du côté scientifique, comme du côté de l'expertise. Il prépare son passage des institutions de recherche coloniales au monde parisien de la recherche. Il valorise sous une nouvelle forme l'expertise acquise sur le terrain colonial. À partir de 1952, il donne ainsi à l'Institut d'études politiques un cours sur « l'anthropologie appliquée aux problèmes des pays sous-développés »<sup>83</sup>.

82. G. Balandier, « Naissance d'un mouvement politico-religieux chez les Ba-Kongo du Moyen-Congo », Brazzaville, IEC, 1949, 16 p. multigr. ; voir aussi la note 67.

83. Voir Georges Balandier, « L'anthropologie appliquée aux problèmes des pays sous-développés », Institut d'Études Politiques, 1954-1955, cours multigraphié, Les cours

De fait, ces contacts se révèlent fructueux : Balandier entre début 1952 au CNRS, au Centre d'études sociologiques, alors dirigé par G. Gurvitch<sup>84</sup>. Disciplinairement, c'est du côté de la sociologie, non de l'ethnologie<sup>85</sup>, que Balandier trouve en France des appuis institutionnels, notamment au CNRS auprès de Gurvitch<sup>86</sup>. En 1954, il défend sa thèse de doctorat sous le titre *Changements sociaux et culturels au Gabon au Congo, Situation coloniale et changements sociaux*. Elle s'appuie essentiellement sur les enquêtes réalisées chez les Fang et les Ba-kongo. Il présente comme thèse complémentaire, sous le titre *Évolués & problèmes d'évolution dans les centres urbains de Brazzaville, sociologie des Brazzaville noires*, le résultat des enquêtes urbaines réalisées à l'IEC par lui-même et ses collègues. C'est dans la « Bibliothèque de sociologie contemporaine », collection dirigée aux Presses universitaires de France par Gurvitch, que Balandier (1955a) publie sa thèse *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, tandis que sa thèse complémentaire devient *Sociologie des Brazzavilles noires*. Ces travaux lui valent une immédiate reconnaissance dans le domaine scientifique : il obtient le prix de thèse de la Fondation nationale des sciences politiques, et la médaille de bronze du CNRS. La même année, il est nommé à la Direction d'études relatives à l'Afrique noire, créée à la VI<sup>e</sup> section de l'EPHE, l'École pratique des hautes études. Il y sera bientôt rejoint par Paul Mercier et Gilles Sautter<sup>87</sup>.

Balandier passe à un autre niveau d'expertise, qui représente aussi une montée en généralité. Ainsi, à l'automne 1954, Balandier et Mercier participent à Abidjan à une conférence organisée par l'UNESCO à l'invitation du gouvernement français, sur le thème de l'impact social de l'industrialisation et les conditions urbaines en Afrique au Sud du Sahara, conçue comme un séminaire pour les chercheurs en sciences sociales et les administrateurs (Forde 1955). Il revendique d'avoir soufflé à Alfred Sauvy la notion de « Tiers-monde ». De 1963 à 1973, il dirigera le département des sciences humaines de l'ORSTOM.

Ainsi, Balandier change d'interlocuteurs privilégiés, et d'espaces de conversation : alors que sur le terrain son enquête répondait aux demandes de l'administration, il reprend le matériau recueilli pour lui donner une autre

---

de droit, rue St Jacques, Paris. Il est au cabinet du ministre de la France d'outre-mer en 1958-1959, sous de Gaulle.

84. Sur Gurvitch, voir l'article de MARCEL (2001). Pour une comparaison éclairante entre Lévi-Strauss et Gurvitch, voir JEANPIERRE (2004). On trouve des éléments sur les travaux alors menés au CES dans VANNIER (2000).

85. Sur l'ethnologie au CNRS, voir l'article précieux de GAILLARD (1989).

86. Dans son compte rendu portant sur l'anthropologie britannique, BALANDIER (1951b) parvient à faire pas moins de quatre références de bas de page à Gurvitch.

87. G. Sautter est élu, en 1961, directeur d'études à la VI<sup>e</sup> section de l'École pratique des hautes études.

mise en forme « théorique ». On constate un parallèle entre l'éloignement progressif à l'égard des institutions de recherche coloniales, l'insertion dans les débats scientifiques métropolitains, et la sophistication théorique croissante des travaux de Balandier (Copans 2001). Le compte rendu de « l'anthropologie sociale en Grande-Bretagne », qu'il rédige courant 1951 pour *Critique*, reflète cette oscillation entre deux positions : d'un côté, il affirme que « c'est sur le seul plan de la "technique sociale" que les sciences de l'homme peuvent faire leurs preuves et montrer la valeur de leur apport » (Balandier 1951b : 753) ; d'un autre côté, on peut penser que sa remarque sur l'anthropologie britannique dessine le parcours auquel il aspire pour lui-même : « Ils prennent une certaine liberté quant aux exigences d'application immédiate » (*ibid.* : 759).

Cette double orientation donne ainsi ses caractéristiques aux travaux de Balandier à cette époque, abordant des « problèmes politiques » redéfinis comme « problèmes scientifiques ». Produit en grande partie à partir des rapports, le matériau de Balandier possède une teneur plus administrative que proprement ethnographique. C'est essentiellement dans l'analyse des rapports rédigés par les administrateurs (ainsi que, dans une moindre mesure, les textes de missionnaires) que Balandier puise sa profondeur historique sur les Fang et les Ba-Congo. L'œuvre universitaire de Balandier, en particulier les deux ouvrages majeurs qu'il publie au milieu des années 1950, apparaît ainsi en grande partie comme une opération d'appropriation du savoir produit par l'administration coloniale, et de son transfert vers l'espace scientifique, après sa réélaboration dans un langage empruntant à différents courants théoriques. Seule une analyse minutieuse des différentes versions permettrait d'évaluer le travail d'élaboration et de réécriture qui va du rapport adressé au haut-commissaire à la publication dans le *Bulletin de l'IEC* ; de celui-ci aux *Cahiers internationaux de sociologie* ; de ceux-ci à la thèse, et finalement au livre et à ses diverses éditions.

Les *Cahiers internationaux de sociologie*, où Balandier publie successivement trois articles, en 1950, 1951 et 1952, sont la revue du Centre d'études sociologiques, alors sous la direction de Gurvitch. Au fur et à mesure qu'on progresse dans les divers articles des *Cahiers internationaux*, on constate une « montée en généralité ». Les premiers articles, que Balandier (1949a, 1949b, 1950a) signe en tant que chercheur de l'IEC, constitue une première élaboration du matériau empirique recueilli lors de ses missions d'enquête chez les Fang ; ils ne contiennent, comme le souligne Jean Copans (2001 : 37), que très peu de références bibliographiques. En revanche, l'article consacré à la « situation coloniale » (Balandier 1951a), se présente explicitement comme une « approche théorique », et constitue une ambitieuse généralisation où les cas directement étudiés par l'auteur voisinent avec des références livresques à

l’Afrique du Sud, Madagascar ou à la situation des Noirs américains ou brésiliens. À côté de son nom, Balandier porte seulement la mention « Paris ». On peut penser que l’article est rédigé quand Balandier, officiellement « en congé » de l’IEC, se trouve « en attente » d’une nouvelle appartenance institutionnelle en métropole, et que ce texte fait partie du dossier scientifique qu’il prépare pour son passage de la recherche coloniale appliquée au sein de l’ORSTOM à la recherche « fondamentale » au CNRS<sup>88</sup>. En 1952, désormais en poste au Centre d’études sociologiques, Balandier définit son objet de façon plus ambitieuse encore comme « contribution à une sociologie de la dépendance », faisant ainsi de la situation coloniale un exemple particulier d’un phénomène beaucoup plus général<sup>89</sup>. Il prend ses distances avec la recherche appliquée comme avec « les observations faites sur le terrain, au sein de groupements restreints », qui ne sont désormais que « les éléments d’une investigation de plus large envergure » (Balandier 1952 : 69). Il entend susciter une « ré-orientation des recherches, conditionnée par l’élaboration d’un nouvel équipement théorique » (*ibid.*). Enfin, dans un article de 1954, il entend, à partir de la « sociologie de la colonisation », aborder « des problèmes sociologiques d’intérêt majeur », et conclut que « la sociologie et l’économie politique ont là d’importants enseignements à tirer de l’observation scientifique des effets de domination » (Balandier 1954 : 31). Cette ambition théorique pose Balandier en candidat aux institutions académiques les plus prestigieuses. C’est avec l’appui de Gurvitch que Balandier est élu en 1962 à une chaire de sociologie et d’ethnologie de l’Afrique noire à la Sorbonne, avant de lui succéder à la chaire de Sociologie générale.



La mise en ordre cognitive que réalisent les chercheurs est ainsi en relation étroite avec la volonté de mise en ordre du monde colonial qui anime l’administration, non seulement parce que mettre de l’ordre dans une situation de « désordre » ou de « crise » est l’impulsion première de l’enquête dans les situations étudiées par Balandier, mais aussi parce que ce travail de mise en ordre au nom de la science repose en bonne partie sur la reprise des efforts

88. Dans un schéma présentant l’organisation de la recherche africaine à destination d’un public anglophone (BALANDIER 1960), CNRS et ORSTOM figurent aux pôles opposés, d’un côté recherche fondamentale (*basic research*), de l’autre côté recherche appliquée (*applied research*).

89. Notons aussi la montée en généralité entre la « sociologie des peuples dépendants » proposée par MERCIER (1951) et la formulation plus abstraite de « sociologie de la dépendance » (BALANDIER 1952)

de connaissance réalisés au sein de l'administration, et objectivés sous la forme de rapports, cartes, tableaux ou de statistiques. La contribution des chercheurs en sciences sociales à l'émergence d'un monde nouveau, dans ce que Balandier nomme la « phase technique de la colonisation », fondée sur la planification et la science, est caractéristique d'une utopie moderniste. Cette position est formulée de façon frappante par Jean-Pierre Nicolas (1948 : 12) :

L'anthropologie touche de beaucoup trop près à des problèmes d'actualité pour qu'on ne lui demande pas de faire un effort et de produire des documents capables de s'intégrer dans un plan de reconstruction du monde.

L'orientation vers l'actuel va de pair avec la définition d'un nouveau domaine de compétence. Les enquêtes réalisées par Georges Balandier et ses collègues en Afrique coloniale dans l'immédiat Après-guerre peuvent être comprises comme une forme de « délégation » de certaines recherches à un corps semi-autonome à l'égard de l'administration, tout en se voyant confier un certain nombre de missions officielles sur des populations posant des problèmes à l'administration.

La situation d'un certain nombre de chercheurs en sciences sociales, soumis à une double pression — l'exigence de travailler sur les « problèmes pratiques » qui se posent dans le cadre de la planification coloniale, et celle de réaliser des contributions reconnues comme valides au débat scientifique — produisent des conditions favorables à un certain nombre d'innovations, en particulier, à l'émergence d'une nouvelle discipline, baptisée « sociologie des peuples dépendants » ou « sociologie dynamique » ; du fait de la fin accélérée de la domination coloniale, celle-ci aura une durée de vie limitée, tout en donnant naissance à la sociologie du développement<sup>90</sup>. La revendication du label de « sociologue » va de pair avec la définition d'une expertise sur les problèmes contemporains, par opposition avec « l'ethnologie », qui renvoie alors à la définition du savoir incarné par le musée de l'Homme. Cette division du travail, entre une ethnologie plus légitime académiquement, tournée vers l'étude de sociétés conçues comme « traditionnelles » et en voie de disparition, et une « sociologie » s'attachant à l'étude des phénomènes d'évolution et de modernisation, et pouvant, par conséquent, jouer aussi un rôle d'expertise, aura un rôle structurant dans l'histoire des sciences sociales en France. Elle

---

90. Voir E. ENRIQUEZ (1958). De façon significative, c'est à l'ORSTOM (aujourd'hui IRD) que la distinction entre ethnologie et sociologie reste moins marquée qu'ailleurs, au sein d'un département de sciences humaines, et que nombre de chercheurs s'inscrivent dans la filiation de Balandier.

joue jusqu'à aujourd'hui dans l'opposition entre sociologie rurale et ethnologie des campagnes, ou sociologie urbaine et ethnologie de la ville.

C'est précisément cette situation d'appartenance simultanée à divers espaces et à divers réseaux d'interlocution qui permet de comprendre le développement de certains intérêts de connaissance. Ce qui est remarquable, c'est la façon dont Balandier théorise sa propre expérience biographique, tout en la subsumant dans la généralité : il est intéressant, à cet égard, de comparer la préface de *Villages gabonais* avec les formulations à la troisième personne de « Situation coloniale », sous la forme « le sociologue étudiant les sociétés coloniales ». Par la suite, dans *Afrique ambiguë* ou dans ses souvenirs, Balandier effectue un travail de réécriture de son parcours, qui met l'accent sur les soubassements théoriques et les choix raisonnés du chercheur plus que sur ses collaborations sur le terrain<sup>91</sup>. Quand il évoque « l'anthropologie en action » dans sa contribution au *Traité de sociologie* de Gurvitch, Balandier (1958 : 110-111) évoque les expériences d'anthropologie appliquée en Grande-Bretagne, et non ses propres expériences.

Autrement dit, les questionnements de Balandier ne sont pas seulement déterminés par le souci analytique de prendre en compte la situation coloniale en général, mais sont bien fonction de la position particulière (qu'il partage avec d'autres) du chercheur colonial, sommé de travailler sur les « problèmes coloniaux » identifiés par l'administration, tout en voulant s'inscrire dans l'univers académique métropolitain. On peut ainsi montrer qu'il existe un mouvement commun dans les différents centres de l'ORSTOM (Cameroun, AEF, AOF) de remise en cause de l'ethnologie africaniste griauilienne, qui prend appui sur les travaux d'anthropologie sociale britanniques. Dans la mesure où cette configuration est structurellement analogue à celle que connaît une bonne partie des anthropologues britanniques dans les années 1930, il n'est guère étonnant de constater des « affinités électives » théoriques. Alors que les travaux de la nouvelle École britannique ne suscitaient que peu d'intérêt chez les africanistes français des années 1930, c'est pour une part à un travail de traduction et d'appropriation que se livrent les jeunes chercheurs coloniaux français ; le modèle britannique fournit non seulement une inspiration théorique, mais aussi un modèle de professionnalisation qui ouvre des voies à la fois dans le domaine académique et dans celui de l'expertise. Cependant,

91. Le vocabulaire est celui des choix du chercheur et de la « force » impersonnelle : « J'avais choisi deux groupes privilégiés [...] Je voulais jouer sur la comparaison, afin de mettre en évidence des mécanismes plus raffinés [...] » ; « La force des choses m'y contraignant, il m'a paru important d'étudier les initiatives religieuses. J'ai ainsi été incité à étudier [...] » ; « j'ai voulu étudier non seulement des paysanneries, mais aussi, pour faire comparaison, le milieu urbain, les villes noires en expansion, et c'est à ce moment là que je me suis attaché à l'étude de Brazzaville » (BALANDIER 1981 : 18, 20).

alors qu'en Grande-Bretagne la discipline anthropologique a été redéfinie de l'intérieur comme « anthropologie sociale », c'est en France, à l'extérieur de l'ethnologie, que s'affirme ce nouveau courant de « sociologie dynamique » qui constitue aussi la revendication d'une expertise sur les phénomènes sociaux des peuples dépendants, colonisés, alors en train d'être requalifiés comme « sous-développés ». Il ne parviendra pourtant pas à s'implanter durablement, devant affronter d'un côté la résistance du « paradigme du musée », de l'autre la vision romantique des peuples pré-modernes promue sous une nouvelle forme sous le manteau du structuralisme de Lévi-Strauss. Celui-ci publia certes en 1956 un compte rendu fort élogieux de *Sociologie des Brazzaville noires*, qu'il salue comme marquant :

Un tournant dans l'histoire des sciences sociales en France, du fait qu'un [...] ethnologue de formation classique cesse de concevoir son rôle comme une imitation de l'archéologue : reconstitution de croyances et de coutumes en cours de disparition ou menacées d'extinction rapide, pour se consacrer au phénomène transitoire, impur, mais vivant et présent : une société mélangée où des traditions et des aspirations hétérogènes [...] engendrent par leur fusion des réalités nouvelles (Lévi-Strauss 1956 : 177).

Cet enthousiasme, peut-être un peu forcé, ne durera pas ; dans sa leçon inaugurale au Collège de France, Lévi-Strauss (1958 : II, chap. 1) glisse une pique à l'adresse de Balandier, en affirmant que l'anthropologie est préférable sous forme pure que « sous forme diluée », attaque féroce, quoique voilée, à la position d'expertise<sup>92</sup>.

Balandier n'est pourtant pas resté sans postérité, notamment chez les africanistes, attirant dans les années 1960 un certain nombre de jeunes chercheurs (notamment à l'EHESS avec la création du Centre d'études africaines, et à la Sorbonne (puis l'université de Paris v), en position minoritaire dans la discipline ethnologique<sup>93</sup>.

Il faut enfin signaler que, dans les phases ultérieures de sa carrière, Georges Balandier, délaissant progressivement l'étiquette de sociologue, s'est défini comme « anthropologue » et comme « intellectuel » à prétention généraliste, alors que, dans le même temps, la sociologie se repliait sur une

92. Par la suite, Lévi-Strauss refusera son appui à la candidature de Balandier au Collège de France.

93. On peut voir aussi un héritage de Balandier dans la revue *Politique africaine*, créée en 1980, qui réunit anthropologues et politistes. On trouvera des éléments sur la trajectoire de l'anthropologie africaniste en France et ses relations avec les disciplines voisines vue par un membre de ce courant, J. COPANS (1990 : 57-108), notamment dans le chapitre « Les études africaines en mouvement » étape de la « longue marche de la modernité africaine ».

base hexagonale<sup>94</sup>. Abandonnant partiellement son ambition de créer une sociologie dynamique, les intérêts cognitifs de Balandier se sont modifiés en suivant la transformation des intérêts académiques, en fonction de l'aspiration à des thématiques plus nobles et plus « anthropologiques », donnant lieu à des généralisations sur le monde contemporain<sup>95</sup>. Reprenant dans les années 1990 un plaidoyer *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Marc Augé, revendiquant une filiation, suggère que Balandier a été contraint de se présenter tactiquement comme sociologue, alors qu'en réalité il était essentiellement anthropologue :

Il est significatif que pour manifester l'actualité de son objet, Balandier ait dû intituler *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire* une démarche en son fond profondément anthropologique (Augé 1994 : 68).

La trajectoire exceptionnelle de Balandier, de la recherche coloniale appliquée dans la périphérie de l'empire aux positions centrales du monde universitaire et scientifique français à la Sorbonne et à l'EHESS, en fait un cas singulier et exemplaire de circulation entre monde intellectuel, monde savant et monde de l'expertise.

Les années d'Après-guerre constituent un moment d'utopie d'une « colonisation technicienne », une politique moderne et modernisatrice, orientée vers l'avenir et armée par la science. Comme en Grande-Bretagne, l'anthropologie sociale, ou plutôt ici la sociologie des peuples colonisés, apparaît comme offrant le moyen de concilier à la fois la prise en compte du passé (les « traditions africaines ») et l'orientation vers l'avenir (la politique de modernisation et de développement économique et social). En conclusion de son cours sur « L'anthropologie appliquée aux problèmes des pays sous-développés », Balandier (1954-1955 : 374) écrit :

Il n'est pas dans mon intention de faire une charge contre le système démocratique, mais j'ai la conviction que ce système n'est pas un produit directement exportable. Nous devons admettre que les pays en voie de modernisation ont à découvrir leur formule politique

94. Dans le *Traité de sociologie*, BALANDIER (1958) fait un état du rapport de forces. Voir aussi MERCIER (1963) et BALANDIER (1967).

95. Dans un entretien récent (BALANDIER ET AL. 2010), il revendique l'emploi du terme d'anthropologie du fait de son ambition plus généraliste, permettant d'aborder ce qu'il appelle la « totalité sociale » : « Après je suis revenu à l'anthropologie, parce qu'il s'agit cette fois de l'anthropologie comme esprit et méthode de recherche directe, c'est-à-dire d'une discipline des sciences sociales qui est d'abord moins sectorisée et moins contrainte par le formalisme méthodologique que ne l'est la sociologie [...] j'ai fait une certaine anthropologie que j'ai dû appeler sociologie par la force des situations. Après un autre tournant, je suis revenu à l'anthropologie, dans le sens où je viens de vous le dire. »

propre, en fonction de leurs situations qui sont très variables, en même temps qu'en fonction de leurs civilisations qui sont très différentes.

On voit ainsi comment, si elle entend tenir compte des « aspirations » des populations sondées par les chercheurs, la nouvelle gouvernamentalité coloniale modernisatrice qui semble alors émerger constitue, avant tout, une utopie technocratique dont la méfiance envers la démocratie a pour corollaire le rôle de premier plan attribué aux administrations et aux experts, chargés de réaliser des plans d'avenir. Cette « technique sociale » est aussi une technologie politique.

*Centre Maurice Halbwachs, CNRS, École normale supérieure, PSL Research University.*

#### BIBLIOGRAPHIE

- ABBOTT A., 1988, *The System of Professions. An Essay on the Division of Expert Labor*, Chicago, University of Chicago Press.
- AUBAME H., 1947, *Renaissance gabonaise. Programme de regroupement des villages*, Brazzaville, Imprimerie Officielle.
- AUGÉ M., 1994, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Aubier.
- BALANDIER G., 1947, « Ethnologie et psychologie », *Études Guinéennes*, Conakry, IFAN, 1 : 47-55.
- 1949, *Rapport préliminaire de la mission d'information scientifique en pays Fang*, 24 janvier-20 mars 1949, Brazzaville, IEC.
- 1950a, « Problèmes économiques et problèmes politiques au niveau du village Fang », Brazzaville, *Bulletin de l'Institut d'études centrafricaines*, 1 : 49-64.
- 1950b, « Aspects de l'évolution sociale chez les Fang du Gabon », *Cahiers internationaux de sociologie*, IX : 76-106.
- 1950c, « La participation de l'A.E.F. à la Conférence internationale des Africanistes de l'Ouest », *Bulletin de l'Institut d'études centrafricaines*, 1 : 79-80.
- 1951a, « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, XI : 44-79.

- 1951b, « L'anthropologie sociale en Grande-Bretagne », *Critique*, 51-52 : 749-759.
  - 1951c, « O. Mannoni. Psychologie de la colonisation », *Cahiers internationaux de sociologie*, XI : 183-186.
  - 1952, « Contribution à une sociologie de la dépendance », *Cahiers internationaux de sociologie*, XII : 47-69.
  - 1954, « Sociologie de la colonisation et relations entre sociétés globales », *Cahiers internationaux de sociologie*, XVII : 17-31.
  - 1954-1955, « L'anthropologie appliquée aux problèmes des pays sous-développés », Institut d'Études Politiques, cours multigraphié, Paris, Les cours de droit, rue St Jacques.
  - 1955a, *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, A. Colin, (« Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques », 67).
  - 1955b, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Changements sociaux au Gabon et au Congo*, Paris, PUF.
  - 1955c, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique des changements sociaux en Afrique Centrale*, Paris, PUF.
  - 1958, « Sociologie, ethnologie et ethnographie » in G. GURVITCH (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF : 99-114.
  - 1960, « The French Tradition of African Research », *Human Organization*, 19 (3) : 108-111.
  - 1967, *Anthropologie politique*, Paris, PUF.
  - 1981, *Autour de Georges Balandier*, Hautvillers, Fondation d'Hautvillers pour le dialogue des cultures.
  - 1983 [1957], *Afrique ambiguë*, Paris, Plon (« Terre humaine »).
  - 2002, « La situation coloniale : ancien concept, nouvelle réalité », *French Politics, Culture & Society*, 20 (2) : 4-10.
- BALANDIER G. & PAUVERT J.-C., 1950, *Mission d'étude du regroupement des villages (territoires du Gabon : régions de la N'Gounié, de la Nyanga et du Woleu-Ntem) : rapport préliminaire*, Brazzaville, IEC, 1950, multigr.
- 1952, *Les villages gabonais. Aspects démographiques, économiques, sociologiques. Projets de modernisation*, Brazzaville, Imprimerie Charité, Montpellier, IEC (« Mémoires de l'Institut d'Études centrafricaines », 5).
- BALANDIER G., STEINMETZ G. & SAPIRO G., 2010, « Tout parcours scientifique comporte des moments autobiographiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 185 (5) : 44-61.

- BERNAULT F., 1996, *Démocraties ambiguës en Afrique centrale: Congo-Brazzaville, Gabon, 1940-1965*, Paris, Karthala.
- BLOCH M., 1997, « La psychanalyse au secours du colonialisme. À propos d'un ouvrage d'Octave Mannoni », *Terrain*, 28 : 103-118.
- BONNEUIL C. & PETITJEAN P., 1996, « Les chemins de la création de l'ORSTOM, du Front populaire à la Libération en passant par Vichy, 1936-1945. Recherche scientifique et politique coloniale », in P. PETITJEAN (dir.), *Les Sciences coloniales. Figures et institutions*, Paris, ORSTOM.
- BROWN G. G. & HUTT McD., 1935, *Anthropology in Action : An Experiment in the Iringa District of the Iringa Province, Tanganyika Territory*, International Institute of African Languages and Cultures, Oxford, Oxford University Press.
- CHOMBART DE LAUWE P.-H., 1948, « Les recherches anthropologiques en Grande-Bretagne à l'heure actuelle », *Revue de géographie humaine et d'ethnologie*, 1 : 90-93.
- COPANS J., 1990, *La longue marche de la modernité africaine*, Paris, Karthala.
- 2001, « La situation coloniale de Georges Balandier : notion conjoncturelle ou modèle sociologique et historique ? », *Cahiers internationaux de sociologie*, CX : 31-52.
- 2014, *Georges Balandier. Un anthropologue en première ligne*, Paris, PUF.
- COOPER F., 2004, *Décolonisation et travail en Afrique. L'Afrique britannique et française 1935-1960*, Paris, Karthala.
- DELAVIGNETTE R., 1931, « Connaissance des mentalités indigènes en A.O.F. », Congrès international et intercolonial de la société indigène, 5-10 octobre 1931, Paris, Exposition coloniale internationale : 553-556.
- 1935, « Pour le paysannat noir, pour l'esprit africain », *Esprit*, décembre : 39.
- 1946 [1939], *Les vrais chefs de l'Empire*, Paris, Gallimard.
- DESCHAMPS H., 1956, « compte rendu de *Sociétés africaines en mouvement* », *Diogenes*, juillet, 15 : 141-144.
- ÉBOUÉ F., 1931, « Les peuples de l'Oubangui-Chari. Essai d'ethnographie, de linguistique et d'économie sociale », *Bulletin de l'Afrique Française, Renseignements coloniaux et documents*, Paris, Comité de l'Afrique française. (Republié dans le *Bulletin de la Société des Recherches Congolaises* (« Archives Congolaises »), 17, 1932).
- 1941, *La nouvelle politique indigène pour l'Afrique équatoriale française*, Brazzaville, Office français d'édition, en fac-similé OCR, Archives nationales d'outre-mer, Aix-en-Provence, url : < [https://www.cvce.eu/content/publication/2015/10/23/7aa7d9e9-0f5f-4a5c-97b8-6f272beea375/publishable\\_fr.pdf](https://www.cvce.eu/content/publication/2015/10/23/7aa7d9e9-0f5f-4a5c-97b8-6f272beea375/publishable_fr.pdf) >.
- ENRIQUEZ E., 1958, « De la sociologie coloniale à la sociologie de la colonisation et des pays sous-développés : l'œuvre de G. Balandier », *Critique*, 134 : 640-651.

- FERGUSON J., 1999, *Expectations of Modernity. Myths and Meaning of Urban Life on the Zambian Copperbelt*, Irvine, University of California Press.
- FORDE D., 1955, « The Social Impact of Industrialization and Urban Conditions in Africa South of the Sahara », *International Social Science Bulletin*, I (1) : 114-125.
- FOUCAULT M., 2004, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France (1977-78)*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études-Gallimard-Éditions du Seuil.
- GAILLARD G., 1988, *Images d'une génération : éléments pour servir à la constitution d'une histoire de l'anthropologie française de ces trente dernières années*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS.
- GLUCKMAN M., 2008 [1940], « Analysis of a Social Situation in Modern Zululand », trad. fr. Y. Tholoniati, prés. B. de L'Estoile, *Genèses*, 72 (3) : 119-155, < doi:10.3917/gen.072.0119 >.
- GURVITCH G., 1950, *La vocation actuelle de la sociologie*, Paris, PUF.
- 1962 [1958] (DIR.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF.
- HUMERY-DIENG M.-E., 2006, « Georges Balandier », in C. PENNETIER (dir.), *Le Maitron, Dictionnaire biographique. Mouvement ouvrier, mouvement social, 1940-1968*, t. 1, nouvelle série, Paris, L'Atelier : 309-311.
- JEANPIERRE L., 2004, « Une opposition structurante pour l'anthropologie structurale : Lévi-Strauss contre Gurvitch, la guerre de deux exilés français aux États-Unis », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 11 : 13-44.
- JULIEN C.-A. & DELAVIGNETTE, R., 1946, *Les Techniciens de la colonisation, XIX-XX<sup>e</sup> siècles*, vol. 1, Paris, PUF.
- KEESE A., 2004, « L'évolution du "leader indigène" aux yeux des administrateurs français : Léon M'Ba et le changement des modalités de participation au pouvoir local au Gabon, 1922-1967 », *Afrique et histoire*, 2 (1) : 141-170.
- KOSELLECK R., 2011, « Y-a-t-il une accélération de l'histoire ? », *Trivium*, 9, url : < <http://trivium.revues.org/4079> >.
- LEBŒUF J.-P., 1951a, *Les milieux africains de Fort-Lamy*, Brazzaville, Haut-Commissariat en AEF.
- 1951b, *Les milieux africains de Bangui*, Brazzaville, Haut-Commissariat en AEF.
- 1953, « Recherches ethnologiques récentes en A.E.F.-Cameroun », in A. LEROI-GOURHAN & J. POIRIER (dir.), *Ethnologie de l'Union Française (Territoires extérieurs)*, Paris, PUF (« Peuples et civilisations d'outre-mer »).
- LEBŒUF J.-P. & MASSON DETOURBET A., 1950, *La civilisation du Tchad*, Paris, Payot (« Bibliothèque scientifique »).

- LEROI-GOURHAN A. & POIRIER J., avec A.-G. HAUDRICOURT, 1953, *Ethnologie de l'Union Française (Territoires extérieurs)*, Paris, PUF (« Peuples et civilisations d'outre-mer »).
- DE L'ESTOILE B., 1997a, « Africanisme et Africanism : esquisse de comparaison franco-britannique », in A. PIRIOU & E. SIBEUD (dir.), *L'Africanisme en questions*, Paris, EHESS, Centre d'études africaines (« Dossiers Africains ») : 19-42.
- 1997b, « The “Natural Preserve of Anthropologists” : Anthropology, Scientific Planning and Development », *Information sur les Sciences Sociales*, 36 (2) : 343-376.
- 2000, « Science de l'Homme et domination rationnelle : Savoir ethnologique et politique indigène en Afrique coloniale française », *Revue de Synthèse*, 3-4 : 291-323.
- 2004, *L'Afrique comme laboratoire. Expériences réformatrices et révolution anthropologique dans l'empire colonial britannique (1920-1950)*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS.
- 2005, « Une petite armée de travailleurs auxiliaires : la division du travail et ses enjeux dans l'ethnologie française des années 1930 », *Cahiers du centre de recherche historique*, 36 : 31-59.
- DE L'ESTOILE B., NEIBURG F. & SIGAUD L., 2000, « Savoirs anthropologiques, administration des populations et construction de l'État », *Revue de Synthèse*, 3-4 : 233-263.
- LÉVI-STRAUSS C., 1956, « Balandier (Georges) — *Sociologie des Brazzavilles noires* », *Revue française de sciences politiques*, 6 (1) : 177-179.
- 1958, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon.
- MARCEL J.-C., 2001, « Georges Gurvitch : les raisons d'un succès », *Cahiers internationaux de sociologie*, CX : 97-119.
- MANNONI O., 1950, *Psychologie de la colonisation*, Paris, Éditions du Seuil.
- MALINOWSKI B., 1929, « Practical Anthropology », *Africa*, 2 (1) : 22-38.
- 1930, « The Rationalization of Anthropology and Administration », *Africa*, 2 (2) : 405-430.
- 1938, « The Anthropology of Changing African Cultures », *Methods of Study of Culture Contact in Africa*, International Institute of African Languages and Cultures, Memorandum 15, Oxford, Oxford University Press : vii-xxxviii.
- MARY A., 2017, « Ethnographie de soi sous le “zéro équatorial” », *L'Homme*, 221 : 11-40.
- MAUNIER R., 1949 [1936], *Sociologie coloniale*, t. 2, *Psychologie des expansions*, Paris, Domat-Monchrestien.
- M'BA L., 1938, « Essai sur le droit coutumier pahouin », *Bulletin des recherches congolaises*, 25 : 5-81.
- MERCIER P., 1951, *Les tâches de la sociologie*, Dakar, IFAN.

- 1963, « Compénétration des méthodes ethnologiques et sociologiques », in G. GURVITCH (dir.), *Traité de sociologie*, t. 2, Paris, PUF : 434-445.
- MILLS D., 2005, « Anthropology at the End of Empire : The Rise and Fall of the Colonial Social Science Research Council, 1944-1962 », in B. DE L'ESTOILE, F. NEIBURG & L. SIGAUD (eds.), *Empires, Nations and Natives : Anthropology and State-Making*, Durham, North Carolina, Duke University Press.
- MITCHELL T., 2002, *Rule of Experts : Egypt, Techno-Politics, Modernity*, Berkeley, The University of California Press.
- NICOLAS J.-P., 1948, « Nécessité actuelle et anthropologie au Cameroun », *Revue*, 23-24 : 5-21.
- PAUVERT J.-C., 1951, « Compte rendu d'activité (septembre 1950-août 1951) et programmes de recherche (août 1951-août 1952) », *Bulletin de l'Institut d'études centrafricaines*, 2 : 112-114.
- PELS P., 2011, « Global "Experts" and Africans' Minds : Tanganyika Anthropology as Public and Secret Service, 1925-61 », *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 17 : 788-810.
- SAADA E., 2001, « La situation coloniale vue d'ailleurs : regards croisés transatlantiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, CX : 31-52.
- SCHUMAKER L., 2001, *Africanizing Anthropology : Fieldwork, Networks, and the Making of Cultural Knowledge in Central Africa*, Durham, North Carolina, Duke University Press.
- SCOTT J., 1998, *Seeing Like a State : How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University.
- SORET M., 1952, *Problèmes de démographie urbaine*, Brazzaville, IEC, multigr.
- 1953, *Les paysannats en A.E.F.*, Brazzaville, IEC, multigr.
- 1954, *Démographie et problèmes urbains en A.E.F. Poto-Poto – Bacongo – Dolisie*, Brazzaville, IEC (« Mémoires de l'IEC »).
- SPITZ G., 1947, « Préface », in E. TREZEMEN & B. LEMBEZAT (dir.), *La France Équatoriale. Tome 1 : L'Afrique Équatoriale Française — Le Cameroun*, Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales (« Terres Lointaines »).
- DE SUREMAIN M.-A., 1999, « Cartographie coloniale et encadrement des populations en Afrique coloniale française, dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 86, 324-325 : 29-64.
- 2004, « Faire du terrain en A.O.F. dans les années cinquante », *Ethnologie française*, 34 (4) : 651-659.

- STOCKING G. W., Jr. (ED.), 1991, *Colonial Situations. Essays on the Contextualization of Ethnographic Knowledge, History of Anthropology*, vol. 7, Madison, University of Wisconsin Press.
- TILLEY H. L. & GORDON R. J. (eds.), 2007, *Ordering Africa : Anthropology, European Imperialism and the Politics of Knowledge*, Manchester, Manchester University Press.
- TOPALOV C. (DIR.), 1999, *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- TROCHAIN J., 1950, « Compte-rendu d'activité (sept. 1950 - août 1951) et programmes de recherche (août 1951 - août 1952) », *Bulletin de l'Institut d'études centrafricaines*, 3 : 3-43.
- 1953, « Compte-rendu d'activité et programmes de recherche », *Bulletin de l'Institut d'études centrafricaines*, 5 : 101-131.
- VANNIER P., 2000, « Les caractéristiques dominantes de la production du Centre d'Études Sociologiques (1946-1968) : entre perpétuation durkheimienne et affiliation marxiste », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2 : 125-146.
- WEBER M., 1965 [1904], « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociale (Premier essai) », in J. FREUND (tr., dir.), *Essais sur la théorie de la science. Recueil d'articles publiés entre 1904 et 1917*, Paris, Plon (« Recherches en sciences humaines » 19) : 32-168, url : <[http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/essais\\_theorie\\_science/Essais\\_science\\_1.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/essais_theorie_science/Essais_science_1.pdf)>.

## RÉSUMÉ

S'appuyant sur les archives de l'administration coloniale de l'Afrique équatoriale française, l'article inscrit la production de savoirs par les chercheurs en sciences sociales dans la lignée d'efforts de mise en ordre — à la fois cognitive et politique — de la réalité africaine par les administrations coloniales et dans la lignée d'enquêtes sur les populations indigènes. Il éclaire les liens entre l'émergence après 1945 de nouveaux objets d'enquêtes, sur la politique, le changement social ou les villes, et la mise en place de nouveaux programmes de développement, associés à une nouvelle gouvernamentalité coloniale. Ainsi, les enquêtes sociologiques sur les Fang sont associées à des projets de création de nouveaux villages, répondant aux préoccupations de l'administration de mettre en place une « politique de la population ». Cette reconstruction apporte ainsi une lumière complémentaire sur la genèse de la notion de « situation coloniale » proposée par Georges Balandier, en resituant le parcours singulier de son auteur au sein de la trajectoire collective des chercheurs des instituts français de recherche coloniale en Afrique. Ainsi, l'émergence d'une nouvelle sous-discipline, la « sociologie des peuples dépendants » ou « sociologie dynamique » apparaît un temps possible.

Mots-clés : Afrique équatoriale française, Afrique centrale, Congo, Gabon, Bakongo, Fang, Georges Balandier, Paul Mercier, anthropologie coloniale, gouvernamentalité, ORSTOM, situation coloniale.

## ABSTRACT

Inquiries in "Colonial Situation." Population Policy, Modernizing Governmentality, and "Engaged" Sociology in Late Colonial French Africa. — Drawing on the archives of French Equatorial Africa's colonial administration, this article inscribes the production of knowledge by social scientists within a larger tradition of attempts by colonial administrations at a cognitive and political reordering of African reality, and especially of fieldwork inquiries on native populations. It sheds light on the emergence after 1945 of new objects of inquiry, such as politics, social change or towns and cities, and the devising of new development programmes associated with the rise of a new colonial governmentality. Thus, sociological inquiries on the Fang are associated with the project of creating new villages in an attempt to meet the administration's concerns with a "population policy." This reconstruction illuminates the genesis of Georges Balandier's notion of "colonial situation" by resituating its author's unique itinerary within the collective trajectory of researchers in French colonial research institutes in Africa. The birth of a new sub-discipline, dubbed the "sociology of dependent peoples" or "dynamic sociology," thus temporarily emerged as a possibility.

Keywords: Central Africa, Congo, French Equatorial Africa, Gabon, Bakongo, Fang, Georges Balandier, Paul Mercier, colonial anthropology, colonial situation, governmentality.



Georges Balandier, début des années 1980, à son domicile 13 rue du Square Carpeaux, Paris. Photographie de Mario Dondero. Archives personnelles d'Anne Rocha-Perazzo (fille de G. Balandier), avec son aimable autorisation de reproduction.